

**VOTRE JOURNAL  
DE QUARTIER**

*La Page, journal de quartier dans le 14<sup>e</sup>, est publié par l'association de bénévoles L'Equip'Page.*

*Elle est ouverte à tous et toutes : vous pouvez vous joindre à nous, nous envoyer vos articles ou vos informations (BP53, 75661 Paris cedex 14), ou téléphoner au 01.43.27.27.27. (répondeur).*

# La Page

du 14<sup>e</sup> arrondissement

Du Mont Parnasse au Mont Rouge

N° 32 - 8 F

## Samu social

# MONTROUGE AU BOUT DE LA NUIT

*L'hiver est rude pour qui n'a même plus un toit pour s'abriter. Du 14<sup>e</sup> au centre d'hébergement de Montrouge, « La Page » a suivi une équipe du Samu social. Nuit blanche avec les maraudeurs de la solidarité. Reportage page 5.*



Photo : Samu social de Paris

## AFFICHAGE ASSOCIATIF

# Silence, on décolle

**P**ROPRIÉTÉ ou démocratie, faut-il choisir ? Depuis un an, la Ville de Paris s'enorgueillit d'avoir mis fin à l'affichage « sauvage ». On ne voit plus (ou presque) ces longues palissades couvertes de placards annonçant des concerts ou faisant la promotion de messageries roses... Le prix de cette « propreté » : le silence imposé à la vie associative, à la communication directe entre les citoyens.

Par arrêté du 20 décembre 1995, la municipalité a en effet décidé de traquer les affiches collées en dehors des rares emplacements balisés. Elle fait procéder à leur décollage et facture les frais de l'opération aux éditeurs des dites affiches. En avril dernier, un membre de L'Equip'Page, l'association qui publie *La Page*, s'est ainsi vu exiger la somme de 2 977 F.

Après que nous ayons défendu notre cause auprès de la mairie d'arrondissement, les services de la Ville ont bien voulu « suspendre » la procédure de recouvrement. Nos amis de *La Gazette du Canal*, le journal de quartier du 10<sup>e</sup> arrondissement, n'ont pas eu cette chance : ils ont dû

déboursier 4 400 F. Quant à l'association Act Up Paris, elle cumulait en octobre dernier pour plus de 12 000 F d'amendes...

Ces dispositions, prises sans la moindre concertation avec le milieu associatif, constituent selon nous une atteinte à la liberté d'expression. Si les annonceurs commerciaux ont vite su se reconvertir et trouver des emplacements payants correspondant à leurs besoins, les associations parisiennes ne disposent pas aujourd'hui de moyens adaptés pour communiquer avec la population.

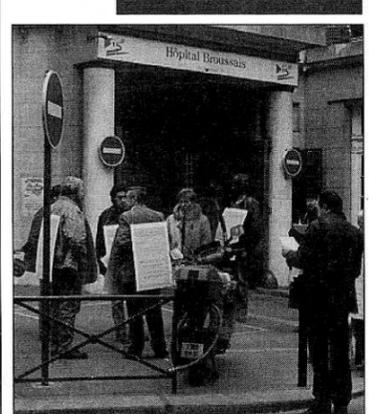
Les panneaux gérés par la société privée Dauphin sont notoirement insuffisants (on n'en compte que dix-sept pour tout le 14<sup>e</sup>) et d'un fonctionnement trop bureaucratique pour satisfaire de petites structures comme les nôtres... Sans compter qu'ils sont soumis à la censure, comme *La Page* en a fait la triste expérience en 1993, quand Dauphin nous a interdit de reproduire la « une » du n°17 (qui dénonçait la construction sans permis de l'hôtel Ibis de la rue des Plantes).

Quoiqu'il en soit, nous ne pouvons pas, pour notre part, renoncer à annoncer notre parution ou nos autres initiatives par voie d'affiches. Nous tâchons jusqu'à maintenant de le faire en respectant le plus possible le souci exprimé par certains que nos murs ne soient pas trop « pollués ». Nous aimerions d'ailleurs pour cela disposer d'équipements adéquats : on pourrait par exemple envisager des panneaux en accès libre, plus légers et bien plus nombreux, apposés sur ces affreuses palissades de chantiers qui enlaidissent le paysage urbain, sur les vitrines en friches ou sur les édifices publics...

Avec *La Gazette du Canal* et d'autres associations parisiennes, dont nos collègues du 18<sup>e</sup> du mois et de *Quartiers libres*, nous avons entrepris d'unir nos forces pour défendre le droit à l'affichage libre. Nous demandons ainsi que les sanctions et procédures en cours soient annulées et que l'arrêté du 20 décembre 1995 soit abrogé. Les groupes et les individus intéressés par notre campagne peuvent nous contacter au 01.45.41.75.80. **L'Equip'Page**

## DENFERT-MONTSOURIS EN CHANTIER

Le point sur la Zac Alésia ; les aqueducs en péril. Des bureaux vont défigurer la place Denfert-Rochereau. (pages 2 et 3)

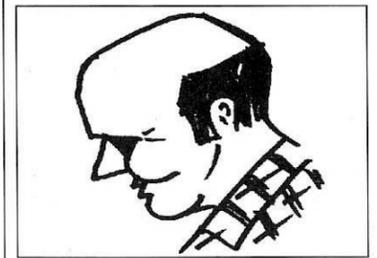


## UN ESPOIR POUR BROUSSAIS

Les premières propositions du médiateur vont dans le sens d'une préservation des deux tiers de l'hôpital. (page 4)

## IL Y A 125 ANS, LA COMMUNE DE PARIS

Portrait de Marcel Cerf, historien de la Commune dans le 14<sup>e</sup>. (page 7)



## ATELIER DE GRAVURE

Quand l'artisanat se met au service des artistes, le résultat tient de l'œuvre d'art. (page 6)

## GAMBERGEONS UN PEU

*L'association La Gamberge organise dans le 14<sup>e</sup> des rencontres sur des questions politiques, sociales et historiques.*

*Premier thème abordé : la montée de l'extrême droite, une spécificité française ?*

**JEUDI 30 JANVIER 1997 A 20H30**

**32, RUE OLIVIER-NOYER**

(lire page 7)

# ZAC : UN CHANTIER EN TROMPE-L'ŒIL

*Derrière les palissades de la rue d'Alésia et de l'avenue Reille, le chantier de la Zac Alésia-Montsouris a débuté à l'abri des regards. Dans la zone est, les terrassements sont presque achevés, mais le flou le plus complet entoure les réalisations projetées.*

**C**HAMBARD incessant des pelleteuses, arrachage des voies ferrées et démolition des vieux wagons entreposés le long des voies du RER : grand vacarme pour les riverains de la zone d'aménagement concerté, sur fond de tollé face aux menaces de destruction des aqueducs et d'inquiétude face aux constructions projetées.

Le nouveau quartier Alésia-Montsouris sera moins densément construit que prévu : 800 logements sur 78 000 m<sup>2</sup> accueilleront

quelque 2 500 habitants. Au total, une diminution de 20% au détriment des logements sociaux (PLA) alors que les logements libres voient leur part augmenter. Environ 2,4 millions de francs devraient être investis dans les murs antibruit et l'isolation des façades d'immeubles. Ceux-ci ne devront pas dépasser sept étages. Gageons cependant que les plus riches n'habiteront pas à fleur de rail du RER. Les espaces verts occuperont 30% de la superficie, incluant le talus en forte pente bordant l'avenue René-Coty, qui sera abaissé à 2,50 m. Quant aux 12 000 m<sup>2</sup> de bureaux devant être réalisés en 1999, ils viendront s'ajouter aux 2 millions de mètres carrés vides que compte déjà Paris...

L'ensemble sera réparti sur deux quartiers se tournant le dos de part et d'autre des voies du RER. A l'est, les travaux de terrassement, de voirie et du réseau d'assainissement s'achèveront en décembre. L'aménagement de ce secteur devrait être terminé à la fin de 1999. A l'ouest, les terrassements ne commenceront qu'en juillet 1997 pour durer six mois. La construction du gymnase, en 2001, marquera la fin des

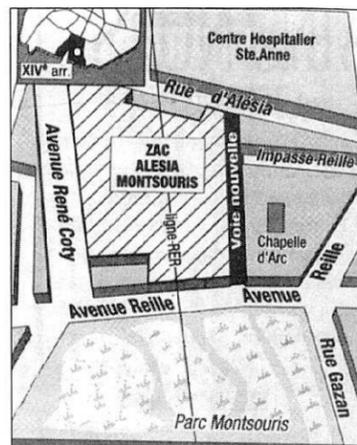
travaux. Difficile de savoir quels équipements collectifs seront réellement construits. Pour le bureau de poste, il s'agirait du simple transfert de celui de l'Amiral-Mouchez ; aucune décision n'est encore prise concernant la création d'une antenne de police ; il n'est prévu ni crèche municipale, ni locaux associatifs, ni piscine, ni maison de jeunes.

## L'ECOLE D'UN CÔTÉ, LE GYMNASSE DE L'AUTRE

A ce jour, le seul projet élaboré est celui de l'école maternelle et élémentaire de douze classes qui occupera 2 200 m<sup>2</sup>, à l'est du RER. Elle devrait ouvrir pour la rentrée de septembre 1999. Les architectes sélectionnés ont dû bâtir un projet d'école sur un terrain en pente tout en privilégiant la transparence de la façade vers les bâtiments conventuels des sœurs franciscaines situés dans l'impasse Reille. Résultat : une cour de récréation à deux niveaux. Plus ennuyeux encore : l'école se situera à une extrémité du quartier, le gymnase à l'opposé, de l'autre côté des voies du RER !

Une partie seulement des aqueducs mis au jour récemment sera conservée in situ, dans les espaces de jeux et le square : 60 m pour celui dit de Médicis et le regard XXIII qui s'y rattache, 30 à 40 m pour le gallo-romain. Les autres tronçons de ces précieux vestiges seront exposés dans divers musées. Au grand dam des défenseurs du patrimoine (lire article ci-dessous).

Le commissaire-enquêteur avait exprimé sa réserve sur la desserte du nouveau quartier par les transports en commun. De ce point de vue, rien n'a changé par rapport au dossier initial. La ligne de bus 62 devrait assurer de meilleures fréquences ; une galerie d'accès (235 m de long sur 2,50 m de large) raccordera la future terrasse, face au parc Montsouris, à la station du RER. Avant la fin de 1997, une nouvelle ligne de bus, la 88, reliera sur 18 km la Cité universitaire au futur Hôpital européen Georges-Pompidou, au sud de Javel, dans le 15<sup>e</sup>. Première création de ligne de bus de la RATP depuis cinquante ans à Paris, le 88 fonctionnera du lundi au samedi de 6 heures à 21 heures. Mais personne ne



Les deux futurs quartiers se tournent le dos de part et d'autre du RER (plan : Le Parisien).

semble en mesure d'évaluer les conséquences exactes de cet apport de population sur les transports et la circulation.

La Société d'aménagement Denfert-Montsouris (SADM) invite les habitants et les représentants d'associations à participer à « l'atelier permanent d'aménagement et d'architecture », créé sur le site pour toute la durée des travaux. Miroir aux alouettes ou trompe-l'œil ? Les élus eux-mêmes affirment avoir le plus grand mal à obtenir des réponses précises à leurs interrogations.

François Heinz

## AQUEDUCS

# Arrêtez le massacre !

*Les défenseurs du patrimoine continuent à réclamer la conservation intégrale des deux aqueducs de la Zac Alésia-Montsouris. L'aménageur poursuit ses travaux risquant de les endommager irrémédiablement.*

**L**ES RIVERAINS de la Zac Alésia-Montsouris qui fréquentent le marché Sainte-Anne, au carrefour Alésia-Glaicière-Tolbiac, connaissent bien le problème des aqueducs (voir *La Page* n°30 et 31). Deux lettres ouvertes leur ont été présentées, l'une adressée à Jean Tiberi, maire de Paris, pour leur sauvegarde, l'autre à Philippe Douste-Blazy, ministre de la Culture, pour leur conservation intégrale.

« Les aqueducs, vous connaissez ? » : la première fois, il fallut expliquer l'article de *La Page* affiché sur une colonne Morice avec la photographie des vestiges mis au jour. Mais la deuxième fois, pas d'hésitation, les riverains signent en nombre contre



L'aqueduc de Lutèce est coupé par les pelleteuses (photo : DR).

le projet de la Mairie de ne garder que 60 mètres (sur 300) de l'aqueduc de Médicis et 30 à 40 mètres de la rigole gallo-romaine dans les espaces publics (outre quelques segments exposés en divers

lieux). Chacun réclame l'étude d'un nouveau projet intégrant les vestiges sur l'ensemble de leur parcours et permettant leur mise en valeur réelle.

La lenteur de la justice est pourtant décourageante. Le 28 novembre, le tribunal administratif de Paris devait statuer sur la requête déposée le 22 mai par l'association Paris Oxygène aux fins de sursis partiel à

exécution pour la préservation sur le site des deux aqueducs... Pendant ce temps, la Société d'aménagement Denfert-Montsouris, qui a choisi d'occuper le site au maximum en descendant l'assiette de ses bâtiments plus bas que les aqueducs, a poursuivi ses terrassements. La voirie et les égouts ont été mis en place, sans surveillance. Les aqueducs ont été dangereusement déchaussés, au risque d'être déstabilisés. Ils ont été outrageusement écornés par les pelleteuses en maints endroits (voir photo). Début août, l'aqueduc de Lutèce est sectionné sur une largeur de 5,5 m, pour le passage des camions. En octobre, il est une fois de plus recoupé et deux larges brèches sont pratiquées dans l'aqueduc de Médicis. Tout cela est fait en cachette, le chantier étant peu visible. Une rame de wagons, stationnée en permanence, empêche la vue depuis la ligne B du RER.

L'ensemble des deux aqueducs, qui constitue un patrimoine unique, doit être préservé. Monsieur le ministre, enraccinez le présent dans le passé arrêtez le massacre et classez ces aqueducs, comme ils le sont déjà au dehors de Paris.

Maurice Silvy

en France des restes innombrables d'aqueducs de différents siècles. Or, le propre d'un aqueduc, à la différence de monuments en hauteur, est de se ressembler sur tout son parcours. Je crois que ceux qui se battent pour un respect intégral des aqueducs découverts, à moins qu'ils ne veuillent empêcher les constructions dans la verdure prévues à Alésia-Montsouris, ce qui est peut-être le cas, devraient en toute logique demander le creusement du parc Montsouris, de la Cité universitaire, des travaux sur le périphérique et jusqu'en lointaine banlieue.

Restons-en à des décisions sensées. Oui à la présentation des aqueducs, non à la suppression d'un projet de maisons entourées de jardins dans le beau quartier de Montsouris et destinées à loger des Parisiens.

Lionel Assouad, député de Paris, maire du 14<sup>e</sup>

(1) Note de *La Page* : les associations du 14<sup>e</sup> (et du 13<sup>e</sup>, en ce qui concerne la cité Fleurie) seront ravies d'apprendre qu'elles ont bénéficié du soutien du maire. Dans le feu de l'action, elles ne s'en étaient pas toujours rendu compte.

## Le point de vue du maire

# « LE PATRIMOINE, UNE TRES GRANDE CAUSE »

*Interrogé sur le sort des aqueducs de la zone Alésia-Montsouris, Lionel Assouad nous a adressé le texte suivant.*

**V**OUS avez bien voulu me demander mon avis sur ce qu'il fallait préserver des aqueducs gallo-romains et Médicis découverts à l'occasion des travaux effectués sur l'ancienne emprise industrielle de la RATP à Alésia-Montsouris. Et vous me citez une phrase de Philippe Douste-Blazy, à laquelle j'adhère entièrement, à savoir : « Le patrimoine est une grande cause nationale et notre génération se doit de sauver le patrimoine culturel de ce pays ».

(...) En ce qui me concerne, dans le 14<sup>e</sup> dont je suis l'élu depuis 1977 et maire depuis 1983, je crois n'avoir pas failli à la tâche : la cité Fleurie du boulevard Arago aurait disparu sans mon obstination, l'hôpital La Rochefoucault, bâtiment du XVIII<sup>e</sup> siècle, aurait été défiguré si je n'avais pas pris la tête de la contestation avec le monde associatif ; j'ai obtenu le classement du parc Montsouris pour éviter un projet d'autoroute le traversant, j'ai fait classer plusieurs voies du 14<sup>e</sup> en zone UL (urbanisation légère : maison de 2 ou 3 étages) pour protéger ce qui reste de campagne chez nous ; j'ai obtenu que le marché Daguerre, qui était condamné, soit remplacé par un immeuble totalement respectueux du style de la rue... J'arrête là (1).

Pour en revenir à Alésia-Montsouris, une

lettre toute récente de Philippe Douste-Blazy précise, pour les deux aqueducs, que : « S'il n'apparaît pas justifié d'envisager une conservation intégrale, la présentation de témoignages significatifs est souhaitable. Tel est le cas de la salle du regard XXIII de l'ouvrage de Médicis ainsi que de la partie la mieux conservée de l'aqueduc gallo-romain. L'une et l'autre peuvent être maintenues dans l'emprise du square prévu et leur présentation doit pouvoir être assurée dans le cadre de l'aménagement de zone. Ces perspectives de prise en considération, dans un aménagement urbain, des témoignages du passé me paraissent satisfaisantes. J'ai demandé à mes services d'apporter tout l'appui scientifique et technique qui serait utile... »

Le ministre a parfaitement raison, car il y a

## Au Cica

# HARO SUR LE VELO

**L**E COMITÉ d'initiative et de consultation d'arrondissement (Cica) du 18 novembre débattait des pistes cyclables. Heureuse initiative des élus socialistes ! Sans leur proposition d'avancer la date du Cica, les associations du 14<sup>e</sup> n'auraient jamais été « consultées » sur le sujet avant le Conseil de Paris du 25 novembre, consacré au délicat dossier de la circulation dans la capitale (1).

Et pourtant les associations étaient moins nombreuses que jamais... Entre SOS Paris dénonçant les cyclistes comme de véritables dangers publics, un représentant d'une association de handicapés s'inquiétant de la gêne occasionnée par les couloirs cyclistes sur le stationnement automobile et le coutumier mépris des élus de la majorité, les quelques rares défenseurs de la bicyclette eurent bien du mal à émettre des propositions. Seule l'association Urbanisme et démocratie avait eu le temps de préparer un dossier sur la « priorité aux transports en commun, vélos et piétons ». Les élus socialistes, eux, ont distribué un document de travail sur les axes cyclables secondaires dans le 14<sup>e</sup>.

Quand on sait à quel point le débat sur les transports dans Paris a été imposé par une opinion publique prête à changer ses comportements, les discours apologetiques du sénateur Bernard Plaisant, adjoint au maire de Paris chargé des transports, ne pouvaient duper personne. Ce qui valut à Pierre Castagnou, élu socialiste, de répliquer : « Quand on part de zéro, les progrès sont faciles à réaliser ! » F.H.

(1) Jean Tiberi a dévoilé son plan à la presse le 21 novembre, un peu tard pour cette édition. Nous reviendrons donc sur ce sujet dans notre prochain numéro.

**L'EQUIPAGE**  
est l'association  
éditrice de « La Page ».

Vous pouvez en  
devenir membre  
et, ainsi, participer  
à notre travail.

Adhésion : 50 F.  
Chèques à l'ordre  
de L'Equip'Page,  
BP53, 75661  
Paris cedex 14.

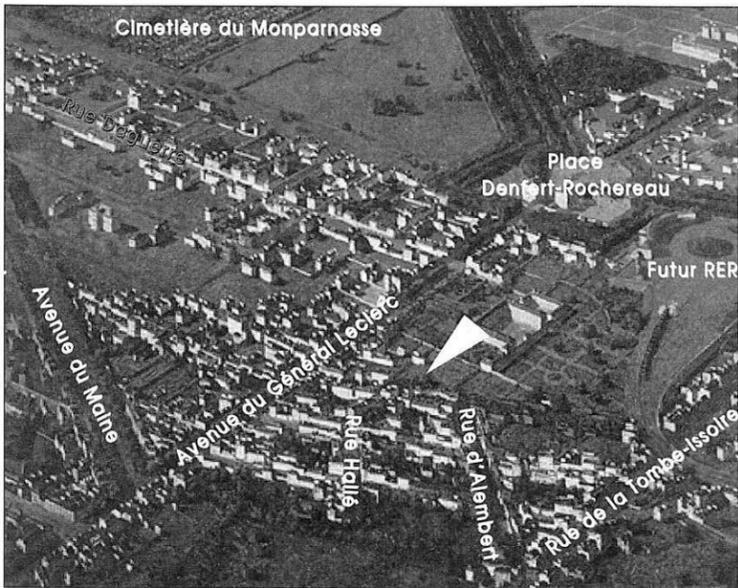
## RUE HALLE

# Le village de la Commanderie en danger

Les habitants du quartier de la rue Hallé veulent préserver leur village, dessiné en 1830 par un architecte visionnaire sur les terres d'une ancienne commanderie de l'ordre de Malte.

FONDÉ à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, à l'occasion des Croisades, l'ordre des moines hospitaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem, plus connu sous le nom d'ordre de Malte, possédait une commanderie dont les terres s'étendaient entre les actuelles avenues du Général-Leclerc et René-Coty, jusqu'à la grange de la Tombe-Issoire. Vendu à la Révolution, l'ancien fief fut loti. En 1830, un architecte, Charpentier, dessina le « nouveau village d'Orléans ».

Ce qui en subsiste a gardé un charme exquis : les maisons sont basses avec des petits jardins, une portion de la rue Hallé offre un exemple des parcellaires en arc de cercle prévus dans le plan original (voir encadré). L'association de la Commanderie a pour objet d'en perpétuer le souvenir, elle veut donner à ce quartier le nom de « Village de la Commanderie » (1).



Des opérations immobilières ponctuelles ne cessent pourtant de grignoter, maison par maison, ce paysage pour le remplacer par l'uniformité habituelle des immeubles sans grâce de plus de quatre étages. Deux d'entre elles, pourtant en face de la place en hémicycle de la rue Hallé classée en zone UL (à « urbanisation légère »), ont été rasées en juin dernier pour construire un

Ce tableau d'Henry Naulet (Musée d'Orsay) reproduit une photo aérienne de Nadar (1855). Au sud, le site de la Commanderie. (photo : Pierre Abruozini)

immeuble de 16 mètres de haut. Deux autres bâtiments anciens sont sur le point d'être détruits rue Rémy Dumoncel : leur

## LE REVE DE CHARPENTIER

L'architecte Charpentier, influencé par les œuvres de Ledoux (1) a imaginé un tracé orthogonal des rues indépendant de la trame urbaine environnante, dans l'axe du méridien de Paris, mais tempéré par des courbes : la rue du Commandeur est arrondie, les placettes sont rondes à l'intersection des rues et les places sont en hémicycle (une subsiste aux numéros 12 à 32, rue Hallé). Ce tracé initial est toujours largement visible malgré la construction de la ligne de

propriétaire, une maison de retraite pour personnes fortunées, a obtenu en mai le permis de construire à leur place un immeuble de 15 mètres de haut. Cette fois-ci, les habitants du quartier se mobilisent : l'association Monts 14 (2) a déjà recueilli les signatures de 250 d'entre eux, et 40 riverains se sont joints à elle pour un recours contre le permis de démolir.

Les riverains sont d'autant plus révoltés que les bâtiments anciens sont fragilisés par des fondations dans un sous-sol connu pour recéler les carrières souterraines les plus vastes de Paris. La présence d'un site souterrain protégé n'est malheureusement pas un empêchement pour les promoteurs. Ceux-ci ont même le droit d'enfoncer des piliers au milieu des ossements de Catacombes pour les fondations de nouveaux immeubles !

Pourtant, toutes les précautions ne sont pas toujours prises. Les personnes habitant

Sceaux puis le percement de l'avenue du Parc-de-Montsouris (aujourd'hui « René-Coty ») sous le Second Empire. C'est autour de la rue Hallé et de la rue Ducouëdic, que l'aspect actuel du bâti est le plus dans l'esprit du plan original. Dès l'origine, l'habitat est peu densifié avec des petites maisons de deux ou trois niveaux, avec un jardin. On le reconnaît aujourd'hui encore à certains détails architecturaux : fenêtre arrondie, œil-de-bœuf, porte surmontée d'une ouverture en demi-lune, etc.

(1) Claude-Nicolas Ledoux (1736-1806) auteur en particulier des pavillons d'octroi de la place Denfert-Rochereau.

aux numéros 28, 34, 36 et 38 de la rue Ducouëdic viennent d'en faire la désagréable expérience : la construction d'un immeuble neuf au 30-32 a gravement fissuré leurs murs, et le nouveau projet juste en face pourrait aggraver leur situation...

Frédéric Geschwind

(1) Association de la Commanderie : 69, avenue du Général-Leclerc.

(2) Monts 14 : 63, rue Daguerre. Tél. : 01.43.20.11.62.

Les lecteurs désireux de mieux connaître le village de la Commanderie (histoire, inventaire par rues et projets de protection), peuvent se procurer l'étude publiée par l'association de défense du patrimoine de l'arrondissement auprès de l'association Monts 14. Cette étude souligne à la fois le caractère extraordinaire de ce village en plein Paris et la nécessité de fixer un périmètre de préservation du bâti ancien.

## VILLA SAINT-JACQUES

### L'Ecureuil grignote la place Denfert

QUAND on interroge les habitants du quartier Denfert sur les raisons de leur installation dans ce coin du 14<sup>e</sup>, ils sont formels : « Nous sommes venus chercher le calme et l'harmonie ». S'ils aiment à flâner le long des rues bordées de jardinets et de maisonnettes, c'est qu'ils apprécient d'être à l'écart de la trépidation du centre ville, dans un quartier qui vit sur le modèle d'un village. Il est vrai que l'architecture environnante est à taille humaine. Pas de grandes bâtisses qui cassent les perspectives ou qui agressent l'œil.

Ces Parisiens du 14<sup>e</sup> sont aussi très attachés aux vestiges du vieux Paris qui nourrissent leur imaginaire collectif. A commencer par les mystérieuses catacombes, les deux pavillons d'octroi construits par Ledoux au XVIII<sup>e</sup> siècle, évocateurs du temps où la ville était close et ceinte de fortifications, mais aussi l'hôpital de la Rochefoucauld, qui accueille aujourd'hui des personnes âgées, l'étonnante ferme de Port-Mahon et bien sûr la gare de Denfert construite en 1848 (la plus ancienne de Paris), liée à l'histoire du chemin de fer parisien.

#### ENCORE DES BUREAUX !

Mais le maire du 14<sup>e</sup>, contrairement à ses dires, a décidé d'ignorer l'art de vivre choisi par ses administrés et leur attachement à l'histoire de Paris. Dans le secret de son cabinet, il aménage sans eux la place Denfert, en la livrant aux promoteurs immobiliers. Ce sont 25 000 m<sup>2</sup> rachetés à

la RATP qui vont être construits et défigureront la place et ses alentours par une architecture hideuse qui ne s'intègre pas dans ce quartier.

Paris abrite des millions de mètres carrés de bureaux vides ! Or il s'agit de bâtir 12 000 m<sup>2</sup> de bureaux, destinés au siège du Centre national des caisses d'épargne. « Cela fera vivre le quartier », dit-on. N'y pensez pas ! Le personnel du CENCEP, déjà présent dans le quartier, n'a pas pour habitude de faire ses courses sur son lieu de travail. On y gagnera des flots de piétons déversés aux heures de pointes par le RER, des centaines de voitures bruyantes et polluantes sous les fenêtres des riverains. Et pourtant, personne n'a jugé bon de tenir compte de l'opinion des habitants du quartier qui souhaitent des équipements collectifs et des bâtiments à échelle humaine.

Jean Tiberi déclarait pourtant le 15 avril dernier, devant le Conseil de Paris : « Les quartiers anciens de Paris ne peuvent plus accueillir de bureaux neufs ». Sauf dans le 14<sup>e</sup> ? Il ajoutait : « Nous devons retrouver la rue parisienne avec sa vie, ses atmosphères, ses commerces de proximité, ses équipements publics de quartier, c'est ce que les Parisiens veulent trouver à leur porte ». Monsieur le Maire, auriez-vous changé d'avis ? C'est la question que se posent de nombreuses associations locales.

Association pour la défense de la villa Saint-Jacques  
4, villa Saint-Jacques, tél. : 01.45.80.17.22.



## Porte d'Orléans

# LE STATIONNEMENT PAYANT NE PASSE PAS

En novembre, Jean Tiberi affirmait son intention de limiter la circulation automobile.

Pourtant, depuis l'été dernier, les places de stationnement à l'entrée de la ville sont payantes, incitant les banlieusards à pénétrer plus avant dans Paris avec leurs véhicules et provoquant la colère des habitants du quartier.

VERS le milieu du mois de juillet, des panneaux apparurent sur les trottoirs des boulevards Jourdan et Brune ainsi que de l'avenue de la Porte-de-Montrouge : « Ici nous améliorons la circulation des piétons ». Les habitués de ces axes ne pouvaient que se féliciter de cette initiative des services de la voirie, car par endroits les trottoirs nécessitaient une remise en état. Mais ils déchantèrent bien vite : il ne s'agissait pas de réparer, mais de neutraliser des places de stationnement en implantant des bornes. En août, des horodateurs sont installés tranquillement dans l'ensemble des rues du quartier. En septembre, le stationnement payant est généralisé.

D'après *Le Nouveau Journal du 14<sup>e</sup>*, organe officiel de la Mairie, les travaux d'aménagement des trottoirs ont coûté plus d'un million de francs, ce qui fait, avouons-le, un peu cher du plot et de la pelletée-de-terre-pour-boucher-les-trous des trottoirs ! L'opération s'est faite sans aucune concertation avec les résidents, ni même avec les élus du 14<sup>e</sup>. En 1988, le maire du 14<sup>e</sup> avait bien fait un sondage pour recueillir l'avis des habitants mais, au vu de son résultat négatif, le stationnement payant avait été abandonné. Aujourd'hui, il s'appuie sur une décision du Conseil de Paris à laquelle la mairie d'arrondissement n'aurait pu se soustraire et... sur des lettres d'habitants et de commerçants demandant le stationnement payant !

Quoi qu'il en soit, les riverains sont obligés de changer quotidiennement le stationnement de leur véhicule, ce qui les invite à l'utiliser au lieu de prendre les transports en commun. Les banlieusards ne garant plus leurs véhicules à l'entrée de Paris pour

prendre le métro ou l'autobus. Ainsi la pollution et les encombrements augmentent.

Les habitants du sud du 14<sup>e</sup> se mobilisent autour des associations de locataires. Ils viennent en nombre aux deux conseils d'arrondissement des 21 octobre et 12 novembre pour écouter la réponse du maire aux questions écrites des conseillers d'opposition Pierre Castagnou (PS) et Maurice Lassalle (PCF). Les associations relaient toutes les informations auprès des habitants et des commerçants, ils vérifient les affirmations de la Mairie, entre autres en rencontrant les personnes qui auraient demandé de réglementer le stationnement.

Les contacts avec les commerçants montrent qu'ils sont les premières victimes de « l'impôt forcé » que représente le stationnement payant. S'ils habitent un autre secteur, ils ne peuvent bénéficier du tarif préférentiel « résidents » (15 F par jour) qu'en prenant une carte d'abonnement annuelle de 3000 F.

Les riverains ont été reçus une première fois par Lionel Assouad et son premier adjoint, le 25 septembre, puis une seconde fois le 3 octobre par M. Bonnet, adjoint au maire en charge de la voirie, pour étudier les modalités pratiques de remise en stationnement de certains trottoirs. Les deux réunions n'ont abouti qu'à de vagues promesses qui ne dépassent pas le simple niveau des bonnes intentions.

Par ailleurs, les arguments utilisés pour justifier les décisions municipales manquent de crédibilité.

#### DES ARGUMENTS PEU CREDIBLES

La Mairie a promis aux résidents que le texte de l'arrêté du Conseil de Paris décidant le stationnement payant leur serait remis, ainsi que les plans des travaux réalisés en août dans le quartier. Ces documents ne sont toujours pas parvenus. Y aurait-il un inconvénient majeur à ce que nous en connaissions la teneur ? Le plan des travaux existe-t-il vraiment, et ces derniers justifient-ils le million de francs investi ? Pourquoi ne pas jouer la transparence ?

Quand le maire nous déclare : « Le stationnement à Paris coûte plus cher qu'il ne rapporte à la Ville », nous avons peine à le croire. En 1995, il a rapporté 126 millions de francs au titre des amendes et 660 millions au titre des recettes des horodateurs, pour un budget d'investissement de 67 millions.

Quand le maire nous affirme que les voitures stationnées le long du cimetière de l'avenue de la Porte-de-Montrouge portent atteinte à la sécurité des piétons, parce que les agresseurs peuvent se dissimuler derrière elles, on reste confondu par l'argument.

Nous voulons un vrai plan de stationnement pour le 14<sup>e</sup>, qui prenne en compte les besoins des commerçants et ceux des résidents des immeubles de l'Opac et de la RIVP, immeubles anciens ne disposant pas de parkings privés et situés dans des rues principalement non commerçantes. Nous voulons aussi la restitution des places inutilement neutralisées, en particulier le long du cimetière, avenue de la Porte-de-Montrouge : le trottoir est large et peu fréquenté par les piétons, il ne dessert pas d'immeubles ni de commerces et, de ce fait, il ne sert pas d'accès aux pompiers. C'est une des propositions de réaménagement que nous avons déjà adressée à la Mairie.

Charles-Antoine Verly

3, avenue de la Porte-de-Montrouge.

## DES PRUNES EN DECEMBRE

Moi je lui disais, à Lionel, que ces andouilles de la rue Boyer-Barret... « De ceux-là, je veux plus qu'on m'en cause, c'est compris, bouffi ? »

Depuis quelques jours, l'humeur chagrine de mon bon maître me tracassait. Même mes histoires les plus drôles (par exemple, celle du chien de madame Paulette, qu'il me demandait régulièrement de lui narrer) ne réussissaient plus à le dérider. Il faut dire que l'ingratitude de ces gens qui refusent un bel immeuble au lieu d'un terrain vague, cela porte peine. De quoi vous gâcher l'été. A moins que ce ne soit toutes ces places de parking qu'on n'arrive pas à vendre, rue Didot.

« Attendez, maître Assouad, de savoir la suite. Ce sera pas bien long », et lui chuchotai illico mon idée au creux de l'oreille. Aussitôt, tout son être tressaillit de joie. Son œil reprit sa vivacité des campagnes électorales. Il exultait !

- « Bravo, mon ange. Ils auront l'air malin, quand ils vont rentrer de vacances et trouver des parcmètres à leur porte ! »

Le Diablotin de la mairie

# Broussais à huis clos

*L'Assistance publique a chargé le professeur Imbert d'une mission de réflexion sur l'avenir de l'hôpital Broussais. Ses premières conclusions ont été approuvées, en réunion privée, par les élus du 14<sup>e</sup>.*

**N**OUS n'avons pas fini de nous bagarrer ! Si l'Assistance publique (AP) accepte, aujourd'hui, de réviser son projet, nous continuons pourtant le combat car le démantèlement de l'hôpital Broussais ressemble à une vaste opération immobilière.\* » Ce 8 octobre, Cyril Le

## BROUSSAIS A FRANCE 2

Pleins feux sur l'avenir de l'hôpital Broussais aux débats de « C'est à suivre » du 21 octobre, animés par Claude Sérillon : La Page était sur le plateau, aux côtés du comité de sauvegarde. Lors de cette émission bimensuelle, en direct et en public, consacrée à l'actualité économique et sociale, la langue de bois a malheureusement triomphé malgré les témoignages des défenseurs de Broussais.

L'un des « mandarins » présents a tout de même reconnu que « le projet médical et social n'a pas été engagé de la meilleure façon ». Louis Omnes, directeur du futur hôpital Georges-Pompidou, s'est refusé à chiffrer les gains attendus de la vente des terrains de Broussais puisqu'il « s'agit d'une opération immobilière ».

Une aide-soignante a fini par s'exclamer : « Et les malades, dans tout ça ? » Mais le débat prend enfin une dimension publique. Qui l'eût cru, il y a encore un an ?

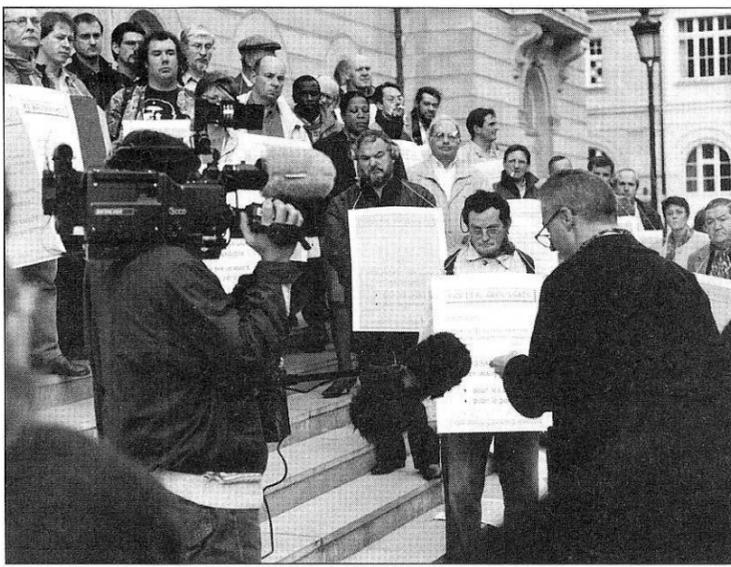
Meur, président du comité de sauvegarde de Broussais, invite la centaine de manifestants rassemblés sur le perron de la mairie du 14<sup>e</sup> à poursuivre la mobilisation. Les feux de bengale illuminent le parvis.

A l'intérieur de la mairie, nos élus jouent l'avenir de Broussais à huis clos en écoutant le Pr Imbert (chef de service à l'hôpital Saint-Antoine) exposer les conclusions, à mi-étape, de sa mission de réflexion sur l'avenir de l'hôpital. Contrairement aux débats du conseil extraordinaire réuni dans le 12<sup>e</sup> arrondissement au sujet de l'hôpital Rothschild, le public et la presse n'y sont pas admis. Maurice Lassalle, conseiller communiste, manifeste sa colère devant le caractère privé de ce vrai-faux conseil : « Le maire du 14<sup>e</sup> a une curieuse conception de la démocratie. L'AP, elle, déteste la publicité et ignore la transparence. Mais le principal reste de nous faire entendre et comprendre ! »

Selon le rapporteur, le nouveau Broussais conserverait les deux tiers des bâtiments : les pavillons Leriche, Gaudart d'Allaines et des Mariniers (à l'origine, seul ce dernier devait subsister). Le Pr Imbert propose le maintien des services de rééducation et de prévention vasculaire, d'orthogénie (régulation des naissances, 6 000 consultations par an) et de l'antenne Nova Dona, association d'aide aux toxicomanes.

### L'ESPOIR RENAIT

L'hôpital accueillerait la fondation Sainte-Marie, avec 160 lits de rééducation orthopédique, et un service dentaire de l'AP de 94 fauteuils. On pourrait y implanter une agence régionale d'évaluation médicale et une antenne pour l'assistance médico-sociale aux exclus et aux plus démunis. L'AP-HP aurait-elle rebroussé chemin sur la suppression des trois quarts de l'hôpital ? Il est vrai que la pression du quartier et des élus s'amplifie depuis le début de l'année. A l'initiative de Maurice



Le 8 octobre, France 2 filme la manifestation pour la sauvegarde de Broussais, devant la mairie du 14<sup>e</sup> (photo : J.K.A.)

Lassalle (PC), et avec l'appui de Pierre Castagnou (PS) et de Nicole Catala (RPR), le « vœu » du 8 janvier réclamant une large concertation a créé « l'union sacrée » au conseil d'arrondissement. Plusieurs manifestations ont été organisées par le Comité de sauvegarde qui a distribué récemment quelque 40 000 cartes-pétitions dans les boîtes aux lettres du 14<sup>e</sup>. Le 21 octobre, sur France 2, l'émission « C'est à suivre » de Claude Sérillon a mis le débat sur la place publique (voir encadré).

L'espoir renaît du côté du personnel, des riverains et des élus. « Les premières conclusions du Pr Imbert semblent aller dans le bon sens pour répondre aux besoins de Malakoff, où il n'existe pas d'hôpital, et des quartiers Porte-de-Vanves et Didot, explique Cyril Le Meur. Mais nous deman-

ons plus qu'un superdispensaire. » Maurice Lassalle se félicite : « Le débat sérieux est enfin ouvert ! Le Pr Imbert a entendu les points de vue de plusieurs conseillers ». Réaction similaire de Pierre Castagnou : « Le pire est peut-être évité mais il ne faut pas baisser les bras. » Les deux élus demandent une prise en compte plus large des problèmes de toxicomanie et de Sida et l'implantation de services de gérontologie et de dialyse.

Le prochain acte de Broussais se joue fin décembre lorsque le rapport définitif qui, rappelons-le, n'a qu'une valeur consultative, sera remis à l'AP-HP. En attendant, le Conseil d'arrondissement s'est rangé unanimement derrière les propositions du médiateur afin qu'elles ne restent pas lettre morte.

François Heintz

\* La vente des terrains de Broussais contribuera aux 2 milliards de francs nécessaires au financement du futur Hôpital européen Georges-Pompidou, dans le 15<sup>e</sup> arrondissement (voir La Page n° 29 et 30).

## LE PARTI DE LA MEFIANCE

**M**ÉFIEZ-VOUS des personnes qui médisent (enfants ou adultes) ». La phrase apparaît en bas de la page 75 du Guide du 14<sup>e</sup> arrondissement, publié par la Ville de Paris, à la rubrique « Police et sécurité ». Par cette mise en garde, la municipalité entend sans doute flatter la frange la moins solidaire de nos concitoyens : à peine plus d'un cinquième de la population, pourtant, d'après un sondage récent. 21% des personnes interrogées en septembre dernier par l'institut CSA pour le magazine La Rue se déclaraient en effet « méfiantes » à l'égard des exclus, 36% affirmant en revanche avoir « de la sympathie pour eux » et 37% étant « prêts à les aider ».

En se risquant ainsi à encourager un courant encore minoritaire, nos édiles font en fait un investissement d'avenir. Le parti de la méfiance est une force qui monte : ses adeptes ne représentaient encore que 15% de l'opinion en 1995, contre 43% à celui de la solidarité... Sans compter que son développement semble corrélé avec celui d'une autre valeur très bien cotée : 45% des électeurs du Front national partagent ce « sentiment », 14% seulement d'entre eux se déclarant « prêts à aider » les exclus.

C'est donc avec une inquiétude certaine que nous guetterons l'édition 1997 du guide municipal. En attendant, nous serions ravis de connaître – et de faire connaître – le point de vue de notre concitoyen Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire d'urgence (voir La Page n°26) et néanmoins en très bons termes avec la Mairie du 14<sup>e</sup>. O.S.



## CESSONS DE PRODUIRE DE LA MISERE

**L'**INTÉRÊT de signaler l'existence d'associations luttant contre la misère en France est de nous rappeler que ce phénomène est insupportable, que nous ne devons pas le tolérer, que nous ne pouvons nous y accoutumer. Mais, l'humanitaire ne saurait masquer que les vraies réponses aux problèmes de pauvreté sont politiques.

Contrairement à ce que la montée de la misère pourrait laisser croire, la France n'est pas de plus en plus pauvre. Rappelons quelques chiffres (extraits du numéro hors-série du mensuel Alternatives économiques, 4<sup>e</sup> trimestre 1996) : entre 1985 et 1995, notre produit intérieur brut a augmenté de 1 500 milliards de francs (en francs constants), ce qui représente, en moyenne, un gain de pouvoir d'achat de l'ordre de 2 000 F par mois pour chacun.

Mais derrière ce chiffre moyen se cachent des inégalités de répartition, qui sont à l'origine de l'appauvrissement d'une partie de la population. Comme le résume Alter éco, « cette décennie a été glorieuse pour le 1% des ménages qui détiennent 35% du patrimoine (mobilier et immobilier), elle a été bénéfique pour les 20% des salariés en haut de la hiérarchie, neutre pour les 65% suivants et catastrophique pour les autres ».

En fait, si le nombre de SDF continue de croître, si les sans-logis n'en finissent pas de hanter nos mégapoles luxueuses, nous n'avons qu'à nous en prendre à notre passivité et/ou à notre incapacité à infléchir vraiment les choix de société. J.-L. M.

## Sans-abri

# REVEILLON A LA TOUR MONTPARNASSE

*Autremonde, une association humanitaire de jeunes, créée en octobre 1994 à l'issue de l'opération « Rwanda, des vivres pour les vivants », cherche à aider à sa manière les plus démunis.*

**A**UTREMONDE recrute essentiellement dans les universités. Leur volonté : donner la possibilité aux étudiants de pouvoir s'engager dans des actions humanitaires au quotidien, sans compétences professionnelles particulières. Depuis sa création, l'association a fait participer à ses actions plus de 400 jeunes. 150 membres sont régulièrement actifs. Une permanence est assurée tous les jours par une quinzaine d'entre eux. Leur volonté farouche de témoigner vise à « créer de nouveaux réflexes, de nouveaux comportements, pour faire en sorte que les situations de détresse soient connues et combattues par tous ». Ils publient une lettre d'information, organisent des expositions photo, coproduisent un film-reportage...

Ils ont commencé par organiser le 24 décembre 1994, un premier réveillon de Noël à la Grande Arche de la Défense, entièrement financé au préalable par une braderie de vêtements. 150 sans-abri ont eu la joie de vivre un moment convivial et



Les invités du réveillon sont tous suivis régulièrement par Autremonde : Ryad, Maurice, Souad, Rodolphe, Sébastien et une amie du soir. (photo : Autremonde)

chaleureux. Noël 1995 : réédition au sommet de la tour Montparnasse... Offrir aux plus démunis la joie d'un soir où rien ne manque (terrine de poisson, dinde aux marrons, bûche, père Noël, musique et cadeaux...), est une priorité pour les membres d'Autremonde : « Il n'y a pas de raison que les plus démunis restent seuls un soir comme celui-là. Pour nous c'était très important de leur offrir cette marque de solidarité », déclare l'un d'entre eux.

« C'est comme une vraie petite famille » ; « Ça permet de se relâcher un peu » ; « C'est comme une bulle de bonheur »... Les témoignages des sans-abri invités expriment une réelle émotion...

### « APPORTER DE LA CHALEUR HUMAINE »

Au quotidien, un camion effectue deux tournées nocturnes par semaine dans Paris. Quatre bénévoles sillonnent les rues et les gares de la capitale, de 20 heures à 1 heure du matin, distribuent des sandwichs et, dans la mesure du possible, des duvets : « Nous nous sommes vite rendus compte que, par rapport aux missions de nuit déjà existantes – Médecins du Monde, Samu

social –, notre rôle était d'aider à apporter de la chaleur humaine, une disponibilité pour discuter... ». Dans la journée, la Cafétéria de la solidarité prend le relais. C'est un lieu d'accueil et d'échanges installé dans un local prêté par l'hôpital Tenon, conçu et aménagé avec les sans-logis eux-mêmes : « Ils ont tenu à privilégier la convivialité ; ils n'ont pas souhaité par exemple que nous installions une machine à laver parce qu'on en trouve partout en ville... », témoigne Flavia Stea-Antonini, présidente d'Autremonde, âgée de 25 ans. « Nous essayons aussi d'assurer un suivi personnel en travaillant de façon rapprochée avec les centres sociaux des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> arrondissements de Paris ». Enfin, des animations culturelles, sportives et théâtrales se proposent d'aider à réapprendre, de façon informelle et ludique à retrouver confiance en soi...

Autremonde, c'est aussi des antennes locales en province et des actions multiples. « Nous cherchons à recruter toujours plus de bénévoles pour nous aider à renouveler nos actions, à trouver des idées nouvelles... ». Ainsi en 1997, sera lancé un projet d'aide à la fourniture d'ouvrages pour la bibliothèque de l'Université de Dakar parce qu'Autremonde a fondé son existence sur les grands principes des droits de l'homme et particulièrement le droit à la dignité, à l'intégrité et au savoir.

Elisabeth Chantrieux

Autremonde : 22, rue Violet, 75015, tél. : 01.43.21.39.06.

## LES MARAUDEURS DE LA SOLIDARITE

*Exclusion, fracture sociale, désocialisation... autant de concepts utilisés par les médias et les politiques. Nous sommes partis à la rencontre de ceux qui en souffrent avec un car du Samu Social « en maraude » dans les 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements.*

VENDREDI, 20 heures, hospice Saint-Michel, du côté de la porte de Saint-Mandé, dans le 12<sup>e</sup>. Dans la cour, les cars blancs du Samu attendent l'heure du départ. En fond sonore assourdissant, les bruits du périphérique. A l'intérieur, on se salue, on s'informe, on se réunit pour faire le point et constituer les trios par quartier. Anne-Françoise, Jean-François et Pascal sont affectés aux 13<sup>e</sup> et 14<sup>e</sup> arrondissements. Anne-Françoise a repris son métier d'infirmière après avoir été un temps consultante en ressources humaines, Jean-François, le chauffeur, et Pascal, le travailleur social, viennent de la SNCF.

Un dernier petit noir et en avant. Chaque équipe monte dans son car, avec des biscuits et une thermos de café. Jean-François prend les commandes et nous partons pour le 14<sup>e</sup>. « C'est un quartier où nous rencontrons beaucoup de sans-abri, précise Pascal, car il est sur le trajet de Montrouge, où se trouve un important centre d'hébergement de nuit. Certains attendent sur le chemin le passage du car. Il y a environ 2 800 places d'hébergement dans Paris. Mais seuls les trois centres du Samu Social sont ouverts toute la nuit et offrent un repas à toute heure : ce sont Montrouge qui est mixte (80 hommes, 20 femmes), Duranton dans le 15<sup>e</sup> et boulevard Ney dans le 18<sup>e</sup>. »

Sur le parcours, nous prenons en charge cinq personnes qui attendent dans un abri-bus le passage du car. « Ce sont des habitués, précise Anne-Françoise, ils sont suivis par la Halte des amis de la rue. » Les associations qui reçoivent des sans-abri appellent en effet le Samu Social pour leur réserver des lits (voir encadré).

Premier choc : ces trois femmes et ces deux hommes ne sont pas différents des gens que vous croisez tous les jours dans la rue sans imaginer que c'est là leur domicile permanent. L'un d'eux, soigné pour un ulcère à la jambe, n'est pas passé au dispensaire. On l'encourage à le faire rapidement. Un premier signe du désintérêt pour son corps qui est une des grandes caractéristiques des exclus. Direction Montrouge, où un repas chaud est servi, un nécessaire

de toilette est fourni, un lit est offert pour la nuit. Les gens y sont attendus et accueillis, deux mots importants pour qui vit dans la rue. Toute la nuit, des cars du Samu Social arrivent et déposent ceux qui acceptent de venir, car la règle est que les gens soient volontaires, même s'il est parfois dur d'accepter le refus d'un être en grande détresse. Cela reste sa liberté d'être humain.

### LEON, BOULEVARD SAINT-JACQUES

22 heures, nous partons à la recherche de Léon, boulevard Saint-Jacques. « Il a dû être embarqué par les "bleus" (la Brigade d'aide aux personnes sans-abri, ou Bapsa, qui emmène les SDF à Nanterre), dit Anne-Françoise. Hier soir, je ne l'ai pas trouvé. Il faut absolument qu'il prenne ses antibiotiques. Il a une bronchite carabinée. »

Nous trouvons Léon sur une bouche de chaleur. L'équipe plaisante à propos de son bonnet rouge de commandant Cousteau et lui propose de monter à bord de la Calypso. Il est souriant, Léon, et il appelle Anne-Françoise « Ma chère amie ». On sent l'importance du contact que cela représente pour lui. « Ma chère amie, vous êtes très gentille », dit-il lorsqu'Anne-Françoise se soucie de ses médicaments. Il dit les avoir pris. Vérification faite, il n'en a pris qu'un sur trois. Il répète docilement la consigne mais rien ne garantit qu'il les prendra. Il ne veut pas rester rue de la Colonie, dans le 13<sup>e</sup>, où des lits médicalisés accueillent les pathologies légères et permettent de poursuivre un traitement sous la surveillance d'un médecin. « Je n'aime pas être seul », dit-il. Paradoxe pour nous mais pour lui ? « Il n'a pas conscience de la gravité de son



état », précise Anne-Françoise. Il est au-delà. Il accepte cependant d'aller à Montrouge et nous parle des « manouches » qui l'ont invité à manger et l'ont « servi à table » avec un reste de fierté dans la voix.

Il a 49 ans et en paraît quinze de plus. Il vit dehors depuis la mort de sa mère, il y a une dizaine d'années. Il travaillait dans la restauration et vivait avec elle. Il n'a pas supporté la séparation et ce fut la dégringolade. Comme beaucoup d'exclus, il vit sur le même bout de trottoir depuis des années, dans un univers qu'il connaît et où il a ses repères. A Montrouge, Anne-Françoise lui



Etre attendu et accueilli avec un repas chaud (photo : Samu social de Paris).

prépare des papillotes contenant chacune la dose de médicaments de la journée. Un geste, une attention, un café chaud, un moment d'échange, c'est d'abord cela renouer le lien social.

L'effondrement de ce lien vient souvent d'un événement traumatisant : deuil, rupture, perte d'emploi sur un terrain psychologique fragile souvent aggravé par des problèmes d'alcoolisme ou de drogue. Un clivage nord-sud se dessine à cet égard dans Paris. « Dans le nord, il y a beaucoup de jeunes de 25 ans, drogués, alors que dans le sud, on trouve plutôt des habitués d'une cinquantaine d'années ayant des problèmes avec l'alcool », précise Pascal.

C'est le cas de Daniel, « né par hasard dans le 14<sup>e</sup> », dit-il, mais qui continue de vivre non loin des familiers d'une autre vie, celle où il avait un foyer et un travail. Il a de la gouaille et de l'humour, Daniel, des gestes à la Gainsbourg et un regard lucide sur lui-même. Et il a encore des projets avec son revenu minimum d'insertion (RMI) bloqué sur son compte parce qu'il a perdu son livret. Il veut partir en Bretagne. Il est soutenu par des gens du quartier et le restaurateur du coin lui garde ses affaires car, « dans la rue, c'est la jungle, dit-il, on pique tout ». Il n'y a pas de solidarité des exclus.

Il est trop tôt pour Montrouge, là-bas l'alcool est interdit et Daniel a peur d'être en manque. Pascal discute et négocie, nous repassons vers une heure. Il aura au moins un repas chaud et un lit pour une nuit. La politique des petits pas, jour après jour, permet qu'une relation se crée, qu'une demande s'exprime ou qu'une réponse soit trouvée.

### « ON NE SERT PAS LES CLOCHARDS ICI »

Près du boulevard Montparnasse, Armand, un ancien d'Indochine, quinze ans dans la rue, dort sous une bâche en plastique, non loin de son caddie sur lequel trônent une cinquantaine de sacs en plastique. Jamais il n'accepte de venir dans un centre d'hébergement, il ne veut pas quitter son caddie qu'il nous montre fièrement. C'est un nouveau aux chromes rutilants. Tout son univers. On lui offre un café et on lui donne un duvet. Il nous raconte l'humiliation qu'il a subie de la part d'un restaurateur du quartier : « Il n'a pas voulu me servir, alors que j'avais l'argent, il m'a dit qu'il ne servait pas les clochards ». Où est la place d'Armand dans ce monde ?

Et puis il y a les autres, tous les autres, ceux qu'on croise sans se douter qu'ils n'ont pas de toit. Ce jeune homme en survêtement devant le commissariat de l'avenue du Maine, sac à dos, papiers en règle. Ces deux hommes qui ont appelé à 2 heures, et qu'il faut aider à ne pas som-

brer car ils sont encore socialisés grâce à des petits boulots occasionnels. Cette jeune femme qui attend devant le centre de Montrouge pour qu'on l'héberge et qui n'a ni téléphoné, ni revu son assistante sociale. C'est pourtant la règle pour que ceux qui en sont encore capables gardent une capacité d'agir par eux-mêmes. Un travailleur social rencontré à la pause, au milieu de la nuit, estime que « l'effet pervers est là, devenir un taxi social et non plus un service d'urgence. Ce n'est pas un service à leur rendre que de les assister totalement ».

Problème complexe car il faut distinguer ceux qui souhaitent un réconfort, un accompagnement pour rendre la vie moins difficile et ceux pour lesquels une réintégration progressive est possible au prix d'une certaine exigence de comportement.

Il est 4 heures, la nuit a été calme. « Ce n'est pas étonnant, le RMI a été versé hier, précise Pascal, et certains en profitent pour passer quelques nuits à l'hôtel ou pour faire la fête ». Environ 40 à 50% des exclus touchent le RMI. Nous n'avons pas rencontré de cas d'urgence vitale nécessitant l'appel au Samu ou une hospitalisation. « Ce n'est pas facile, poursuit Pascal, car ils ne sont pas toujours bien acceptés à l'hôpital non plus. » Même si ce n'est pas la règle, il se souvient de cette interne réticente à accepter aux urgences un SDF et s'exclamant : « Vous vous rendez compte, un lit à 3 000 F ! » Quel est le prix de la vie ?

Chantal Huret

### DE L'URGENCE A LA REINTEGRATION DANS LE TISSU SOCIAL

« Notre vocation, c'est l'urgence, précise Anne-Constance Onghena, attachée de presse au Samu social. Il peut s'agir d'une urgence vitale qui nécessite l'appel au Samu de Paris. Si une hospitalisation est nécessaire, le malade est accompagné à l'hôpital. S'il a seulement besoin d'un suivi médical, il est accueilli dans un centre d'hébergement médicalisé, notamment dans le 14<sup>e</sup>, à l'hôpital Cochin (30 lits), et dans le 13<sup>e</sup>, rue de la Colonie (50 lits). »

Mais au-delà, comme le précise Madeleine Oby, responsable du département Urgences sociales, « la mission des équipes vis-à-vis des exclus est de recréer un lien social. Il ne s'agit pas de réinsertion mais de réintégration dans le tissu social. Il faut aller à leur rencontre pour leur redonner de la dignité et le sentiment d'exister pour quelqu'un. Dialoguer avec les exclus, c'est reconstituer une relation d'échange qu'ils ont perdue, susciter à nouveau une demande car la non-demande est le signal d'alerte de la grande exclusion ».

### ACCUEIL SDF

L'HIVER est dur pour les sans-abri. Indésirables dans le métro, ils n'ont accès aux foyers d'hébergement que pendant la nuit. La journée est longue dans les rues glacées. C'est pourquoi, comme l'année dernière, le curé de Notre-Dame-du-Rosaire s'efforce de leur offrir un moment de réconfort trois après-midi par semaine. Il les accueille dans une salle annexe de l'église où ils peuvent bavarder, au chaud, autour d'un café.

Le local est bien sûr gratuit, l'accueil est assuré par des bénévoles, mais on compte sur la solidarité des habitants du quartier pour fournir le café, le thé, le sucre, les gâteaux et... les tickets de métro. Si vous pouvez penser à eux en faisant vos courses, prenez quelques paquets supplémentaires.

Le local se trouve au 7, cité Blanche (à côté de l'église : 194, rue Raymond-Losserand). Il est ouvert les lundi, mercredi et vendredi de 13 heures à 15 h 30.

### ADRESSES UTILES

Vous rencontrez une personne en situation de détresse : que faire ? Voici quelques adresses utiles à connaître dans Paris.

• **Pour faire soigner les personnes sans ressources et sans droits ouverts à la Sécurité sociale** : Médecins du monde, 62 bis, av. Parmentier, 75011, tél. : 01.43.14.81.81. Du lundi au vendredi, se présenter à 8 h 30 et à 14 heures. Fermé les mardis et jeudis après-midi.

• **Pour se loger et se nourrir** : La Mie de pain, 18, rue Charles-Fourrier, 75013, M° Tolbiac, tél. : 01.45.89.43.11. Hébergement réservé aux hommes, repas pour tous. Se présenter entre 18 heures et 19 h 30.

• **Pour se laver** : bains-douches municipaux, 34 rue Castagnary, 75015, tél. : 01.48.28.10.88. et 5, place Paul-Verlaine, 75013, tél. : 01.45.89.60.05. Pour accéder quotidiennement aux bains-douches, la distribution des tickets d'entrée se fait dans les permanences sociales ou sur présentation de la carte ANPE.

• **Pour s'habiller** : Secours populaire français, braderie (vêtements à 5 ou 10 F) tous les jeudis de 13 heures à 16 h 30, 50, rue du Faubourg-du-Temple (au fond de la cour), 75010, M° République ou Goncourt, tél. : 01.43.38.13.16. Possibilité de se procurer des bons pour s'habiller gratuitement, 3 square de Maubeuge, 75009, M° Poissonnière, tél. : 01.42.85.16.32.

### LES RESTOS DU CŒUR CHASSES PAR LES VELOS

LES RESTOS du cœur sont installés dans le 14<sup>e</sup>, rue Julia-Bartet. Au-delà de la porte de Vanves, à deux pas du périphérique et de la voie ferrée, le coin n'a rien d'idyllique. Quant au local lui-même, il est franchement repoussant : en béton et tôle ondulée, c'est sans doute un ancien entrepôt. C'est là que, toute l'année, les bénévoles préparent les repas chauds (« entrée, plat, fromage et dessert », précise Hubert) qui sont transportés en camions pour être servis dans les centres de Jaurès et de Saint-Sabin. Du 11 décembre à la fin mars, on y distribue aussi des repas aux exclus.

Le bâtiment, qui appartient à la Mairie de Paris, doit disparaître en 1997 pour permettre le prolongement de la piste cyclable de la rue Vercingétorix. Les Restos du cœur quitteront alors notre arrondissement pour Arcueil, en attendant de retrouver un autre local dans Paris.

**LA PAGE** est éditée par l'association L'Equip'Page, BP53, 75661 Paris cedex 14. Directrice de la publication : Chantal Huret. Tél (répondeur) : 01.43.27.27.27. Commission paritaire n° 71 081. ISSN n° 0998 2728. Impression : Rotographie, Montreuil. Dépôt légal : décembre 1996.

### LE SAMU SOCIAL AU BOUT DU FIL

Le Samu social est un groupement d'intérêt public (GIP). Il a été créé en novembre 1993 à l'initiative de Xavier Emmanuelli, à l'époque médecin aux urgences de Nanterre (voir son portrait dans La Page n°26), aujourd'hui secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire d'urgence.

Il fonctionne 24 heures sur 24 et 365 jours sur 365 sur appel téléphonique. Le numéro vert (gratuit) du Samu social de Paris est le 0800 306 306.

Les appels viennent des personnes en difficulté elles-mêmes, des services sociaux, des urgences hospitalières, ou bien des particuliers qui signalent une personne en détresse. Le jour, la permanence téléphonique a une triple fonction : l'orientation vers des associations partenaires qui peuvent accueillir les personnes ne nécessitant pas un traitement d'urgence, la réservation d'héberge-

ment pour la nuit et l'écoute. L'équipe de régulation de nuit relaie celle de jour de 20 h 30 à 5 heures. Elle assure la gestion des disponibilités d'hébergement, la liaison avec les équipes mobiles et leur coordination (elle alerte les cars qui sillonnent Paris afin qu'ils prennent en charge une personne en difficulté), l'appel au médecin d'astreinte si nécessaire.

Sept équipes mobiles sillonnent chaque nuit tous les quartiers de Paris. Chacune comprend trois personnes, un chauffeur, une infirmière et un travailleur social, et sort 17 nuits par mois. Ce sont tous des professionnels, comme le précise Madeleine Oby, responsable du département des urgences sociales : « Il n'y a aucun bénévole parmi le personnel du Samu social. Tous sont des professionnels qui ont été soit recrutés, soit mis à disposition par d'autres institutions. »

## PARIS PRATIQUE

**B**APTISÉE « Paris est à nous », une nouvelle collection de petits guides pratiques à un prix très abordable (35F) vient de paraître aux éditions Parigramme (1). Quatre titres pour faciliter la vie et les plaisirs des Parisiens et des habitants du 14e : *Devenir propriétaire à Paris*, *Etre bénévole à Paris*, *Faire du vélo à Paris* et, surtout, *Où s'embrasser à Paris*.

Si vous souhaitez devenir propriétaire d'un logement, vous apprendrez que, selon une enquête du *Nouvel Observateur* parue en mars 1995, le 14e n'arrive qu'en douzième place des arrondissements où il fait « bon vivre ». Il compte paradoxalement parmi les quartiers aux plus belles zones pavillonnaires.

Les bonnes volontés qui veulent s'investir dans l'alphabétisation, le soutien aux personnes âgées ou l'aide aux malades trouveront les coordonnées des associations auxquelles ils pourront proposer leurs services. Ils y dénicheront aussi les adresses des journaux de quartier, « forme d'expression et de démocratie locale, contre-pouvoir modeste mais jamais négligeable à Paris ». *La Page* y est bien sûr évoquée : le 14e compte au nombre des quartiers parisiens ayant « le bonheur de posséder leur presse associative locale ».

Pour acheter, louer ou faire réparer son vélo, notre arrondissement est assez bien loti. N'hésitez pas à emprunter la piste cyclable de la rue Vercingétorix (1200 m), la plus ancienne de Paris (1980), qui permet de rejoindre celle menant au parc de Sceaux.

Enfin, le dernier guide est un vademecum des amoureux parisiens. Il est une invitation aux baisers de cinéma et aux bises à la carte dans les restaurants les plus romantiques, en passant par les bécots sur les bancs publics... du parc Montsouris, bien sûr !

François Heinz

(1) Les éditions Parigramme viennent de rééditer *Je me souviens du 14e arrondissement*.

## JE HAIS LES DIMANCHES

**J**E HAIS les dimanches ». Cette chanson de Juliette Greco me parle toujours. Dans le 14e, les dimanches se ressemblent les uns les autres, contrairement aux arrondissements multiculturels où le dimanche n'est pas une journée particulière.

Après l'effervescence des marchés de la matinée, les après-midi dominicaux du 14e sont absolument sinistres. La fin des marchés incite les gens à rentrer chez eux cuisiner les précieux produits achetés... puis, plus rien. Il n'y a pratiquement plus personne dans les rues. Les magasins sont fermés, les gens aussi. On tire les rideaux, c'est le désert. Peut-être une raison supplémentaire du départ en week-end de nombreux habitants ?

Les seules personnes que l'on croise parfois promènent leurs enfants, parents, grands-parents et leurs chiens, car il faut bien prendre l'air. Il faut, il faut... ce verbe auxiliaire si redoutable : le devoir supprime le plaisir.

J'aime bien le parc Montsouris quand il ne s'inscrit pas dans la lignée des promenades dominicales obligatoires. Autrement dit, j'évite d'y traîner mes guêtres les dimanches. On peut toujours s'engouffrer dans une salle de cinéma... Par ailleurs, les bistrot banals jalonnant l'avenue du Général-Leclerc ne donnent pas envie de s'asseoir devant un petit verre pour gamberger. Les puces de la porte de Vanves, jadis un paradis des chineurs, ont depuis belle lurette perdu tout caractère. Les pseudo-antiquaires sont hors de prix, les commerçants genre « Paris pas cher » et autres bazars truantent les pauvres. Le marché des artistes sur la place de la mairie est tellement dépourvu d'intérêt que l'on s'obstine à l'ignorer. C'était pourtant une occasion inouïe pour créer un lieu inhabituel et agréable accessible les dimanches !

Mes souvenirs d'enfance de dimanches détestables et insipides restent ainsi éveillés dans le 14e. Qu'attendons-nous pour inventer et créer des espaces conviviaux afin de ne plus passer des « après-midi de chiens » ?

Jutta Bruch

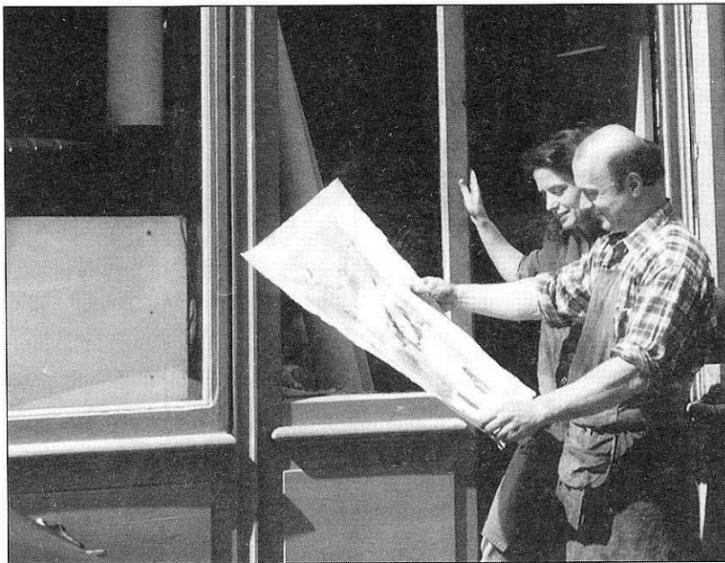
## Artisanat

# IMPRIMEUR D'ARTISTES OU ARTISTE IMPRIMEUR ?

*Mario Boni est un artiste à sa manière, bien qu'il se définisse lui-même comme un artisan. Imprimeur graveur d'origine italienne, il habite notre arrondissement depuis vingt-cinq ans et bon nombre d'artistes célèbres sont passés entre ses mains expertes. Il nous accueille dans son atelier au 37 de la rue Bénard.*

**E**N France, les artistes s'adressent directement à un atelier d'imprimerie, nous explique Mario Boni. En Italie, par contre, ce sont souvent les galeries qui travaillent avec un atelier ou avec une maison d'édition qui a son propre imprimeur. Ici, je travaille aussi bien avec des artistes qu'avec des maisons d'édition. C'est une pratique typiquement parisienne et le 14e, quartier favori des artistes, est l'endroit idéal pour exercer ce métier. J'ai notamment travaillé pour Miro, Tapiès et Dorny. Mon plus ancien client est Assadour, artiste graveur, pour qui je travaille depuis 1973 et qui a reçu le Grand Prix des Arts de la Ville de Paris en 1984.

Avec sa femme et quelques assistantes, Mario Boni dirige l'impression en « taille



Mario Boni a travaillé pour Miro, Tapiès et Dorny (photo : J. K. A.).

douce » des créations d'une quinzaine d'artistes de nationalités différentes dont certains graveurs très réputés qui exposent dans le monde entier. Il s'agit d'un travail artisanal de haute qualité qui nécessite une variété d'encres et des papiers particuliers mais aussi de prendre son temps. En effet, la réalisation d'une oeuvre requiert parfois

de longues heures d'étude et de discussion avec les artistes à propos de la tonalité, de la couleur ou encore de la manière de faire apparaître le relief.

Selon Mario Boni, le métier d'imprimeur de gravure n'est pas en voie d'extinction malgré l'apparition de nouveaux moyens d'expression graphique. Il y aura toujours des imprimeurs qui feront de la « taille douce ». Le nombre d'ateliers n'a pas diminué dans le temps, il y en a toujours une dizaine mais ils emploient moins de per-

## « MON PLUS ANCIEN CLIENT, ASSADOUR »

Assadour est né à Beyrouth, au Liban. Il a étudié à l'Académie Pietro-Vanucci de Perugia en Italie avant d'entrer à l'Ecole supérieure des beaux arts de Paris. A partir de 1968, il a exposé dans plus de 70 galeries à travers le monde et a obtenu de nombreux prix. Il a illustré les textes de Gabriele d'Annunzio.

Les gravures d'Assadour sont toutes passées entre les mains de Mario Boni et Associés dans l'atelier de la rue Bénard.

sonnel, celui-ci passant de dix personnes à trois en moyenne.

« Il y a des ateliers spécialisés dans le noir et blanc, d'autres dans la couleur, précise Mario Boni. Moi, j'ai une technique... Il n'y a pas vraiment de concurrence entre les différents ateliers. Chacun d'entre nous a sa spécificité et si le client est satisfait du travail fourni, il reste fidèle et n'a pas vraiment de raison de s'adresser ailleurs. Pour faire ce métier, l'imprimeur peut difficilement mener de front une carrière d'artiste, il doit être très objectif et pouvoir conseiller l'artiste sans jugement personnel. Je suis avant tout un artisan et très heureux de mettre mon savoir au service des artistes. » A chacun son métier !

John K. Abraham

## PLANTES-PLAISANCE

# Balade de printemps

*Une lectrice nous raconte le rallye-découverte auquel elle a participé le 15 juin dernier, à l'initiative de l'Association des lecteurs de La Bouquinerie Alésia. Une troisième édition aura lieu au printemps 1997. Prenez contact avec Alba, au 01.45.40.74.46.*

**V**OUS qui habitez le 14e, vous pensez bien connaître votre arrondissement. Si, comme nous, vous participez aux rallyes organisés par Nicole, libraire de La Bouquinerie, rue Alphonse-Daudet, vous irez pourtant de découverte en découverte.

Cette année, le questionnaire nous a entraînés à travers le quartier Plantes-Plaisance. Il suffit de quitter les artères passantes et bruyantes pour trouver des petites rues, ruelles ou impasses bordées de villas et de maisonnettes aux charmes insoupçonnés et aux richesses architecturales méconnues. Ce coin du 14e est aussi une mosaïque d'îlots plus ou moins en cours de démolition et de quartiers rénovés au modernisme parfois choquant.

Pas question de se perdre. Le parcours à suivre est indiqué avec beaucoup de clarté, d'humour, voire de poésie. Il nous guide pas à pas. Une bonne culture générale, un sens aigu de l'observation et un bon coup de crayon permettent de résoudre les énigmes posées et d'avancer dans le périple proposé. Bien souvent, il suffit, en levant les yeux, de lire les plaques apposées aux coins des rues et sur les monuments et d'en déchiffrer les inscriptions pour trouver les réponses.

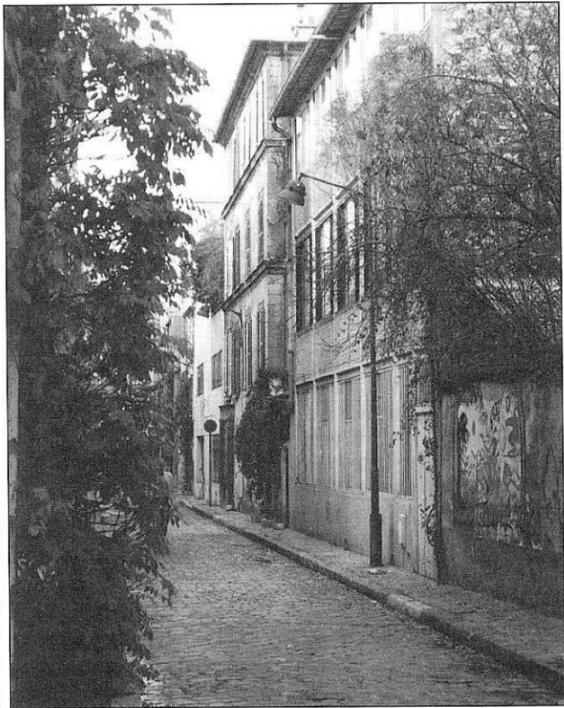
Guidés comme par un fil d'Ariane, les participants à ce rallye se reconnaissent aux feuilles qu'ils compulsent avec attention et perplexité. Ils semblent jouer à cache-cache dans les rues, se perdent, se retrouvent, s'assoient

côte à côte sur un banc ou même par terre pour dessiner. Ils échangent leurs idées ou leurs impressions devant une arcade de porche, une scène peinte au-dessus d'un portillon, une boulangerie aux murs décorés de panneaux représentant un même paysage selon les saisons, un pan de mur reconstituant une bibliothèque dont les titres de livres laissent rêveurs...

Je ne veux pas, à travers ces quelques lignes, retracer le rallye, mais vous faire sentir le plaisir que nous avons trouvé à faire cette balade à pied, à découvrir qui étaient les personnes dont les noms, devenus familiers, sont donnés aux rues que nous empruntons, à apprendre que des gens illustres habitèrent ces lieux. Personnellement, j'ai été charmée par les pavés de la rue des Thermopyles, surprise par les colonnes vitrées de la place de Séoul, étonnée par l'église Notre-Dame-du-Travail.

Je voudrais enfin vous faire part de l'émotion que j'ai ressentie devant la maison où vécut Georges Brassens pendant vingt-deux ans, au fond de l'impasse Florimont. Il aime et aime le 14e, car il choisit Bobino comme salle de music-hall, où résonnent encore ces mots reproduits sur la plaque dédiée à sa mémoire : « Et que j'emporte entre les dents un flocon des neiges d'antan ».

Odile C.



Les pavés de la rue des Thermopyles (photo : Chantal Huret)

## CULTURE RIME AVEC PLAISIR

**L'**ASSOCIATION Techniques Mixtes est née du plaisir partagé par d'anciens élèves du cours d'histoire de l'art de la ville de Paris qui ont voulu poursuivre la découverte. Chacun peut proposer des idées et participer à leur mise en oeuvre. De la visite du quartier Plaisance aux randonnées à thème en passant par un week-end à Nantes, tout projet est le bienvenu.

S'adresser à Catherine Lestrade 1, rue des Jonquilles (45 42 11 83)

Adhésion : 100 F + participation aux frais par sortie.

## CHRONIQUE D'UNE CANDIDATURE ANNONCÉE

**D**ANS les grands états-majors politiques, on n'est jamais en retard d'une campagne électorale. Ainsi les socialistes avaient-ils proclamé dès octobre dernier qu'une femme défendrait leurs couleurs dans la 10e circonscription de Paris lors des législatives, prévues en principe... au printemps 1998. Avec cette décision, la direction du PS tenait son engagement de réserver 30% de ses investitures à des candidates.

L'intention étant d'accroître le nombre de femmes siégeant à l'Assemblée nationale, on ne pouvait que s'en réjouir. On notait cependant que cette circonscription, représentée au Palais Bourbon par le député intérimaire Lionel Assouad, également maire du 14e, ne figure pas parmi les conquêtes les plus probables de l'opposition.

Redécoupée en son temps par les services de Charles Pasqua, elle réunit l'ouest du 13e arrondissement (qui votait majoritairement à gauche) et la partie la plus bourgeoise du 14e, celle qui voyait d'un très mauvais oeil l'occupation du 41, avenue René-Coty par des sans-logis en 1993, la même qui a pesé pour que soit réduite la part de logements sociaux dans la Zac Alésia-Montsouris. Jacques Toubon, titulaire du poste et maire du 13e, s'y fait élire avec une confortable avance depuis 1988 (voir *La Page* n°27). Autant dire que, même en misant sur le discrédit moral du ministre de la Justice et sur le peu d'envergure politique de son suppléant, la partie était loin d'être gagnée pour la candidate virtuelle.

Mais il en fallait plus pour faire taire les appétits électoraux masculins. Ainsi, début novembre, le radical Bernard Kouchner, impatient de rebondir après son parachutage catastrophique à Gardanne, se déclarait prêt à sauter sur Montsouris pour en découdre avec Toubon... Et demandait au PS de lui dégager le terrain.

Le « french doctor » n'a pas obtenu gain de cause, mais les bonnes intentions pré-électorales ont néanmoins fait long feu : le 30 novembre, la 14e arrondissement avait disparu de la liste des circonscriptions « réservées ». Souhaitons au futur candidat socialiste mâle qu'il n'ait pas besoin des voix des partisans de la parité... O.S.

# HISTOIRE

## Marcel Cerf, la Commune en héritage

Ne laissons pas filer cette année 1996 sans rendre hommage à la Commune de Paris, dont c'était le 125<sup>e</sup> anniversaire ! Portrait de Marcel Cerf, historien de cette période, notamment dans le 14<sup>e</sup>, auteur de nombreux ouvrages sur les traces des Fédérés.

RONIE de l'histoire, Marcel Cerf, passionné de la Commune de Paris, naît à Versailles en 1911 ! Il connaît une vie professionnelle mouvementée : opérateur de projection dans des studios et cinémas parisiens, photographe de presse, sa seconde passion... Après cinq ans de captivité en Allemagne il renoue, à la Libération, avec notre arrondissement où il s'était installé en 1938.

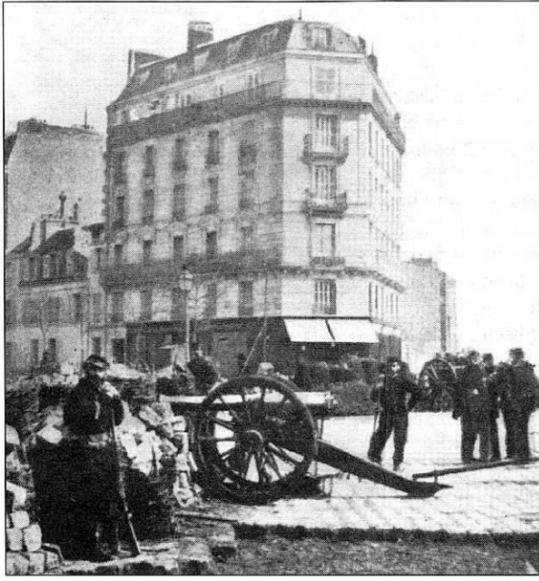
Ses convictions l'ont placé d'emblée du côté du mouvement ouvrier. Compagnon de route de René Lefeuve, qui militait dans l'extrême gauche antistalinienne (1), il vouera une amitié indéfectible à son « guide spirituel ». « Pourtant, en 1930, j'étais un peu dérouteré par ses critiques précoces à l'égard de la dérive de la Révolution d'octobre », avoue-t-il.

Sa première publication date de 1967 : *Maxime Lisbonne, le d'Artagnan de la Commune de Paris*, héros ardent mais méconnu de ces soixante-douze jours d'une révolution sociale dont l'héritage est revendiqué à la fois par l'anarchisme, le syndicalisme, le communisme... En préfaçant ce livre, l'historien Jean Savant campe l'auteur : « Marcel Cerf est un érudit. Comme tel, il est modeste, simple, mais musclé, nerveux et passionné, dès qu'il s'avise de défendre une cause. »

### DESCENDANT DU « PÈRE DUCHÈNE »

Cette cause, la Commune de 1871, la revendique non seulement par conviction mais aussi par héritage. « Tout a commencé quand mon oncle, Albert Vuillaume, m'a initié à la captivante lecture de *Mes cahiers rouges*, dix volumes de souvenirs de son grand-père Maxime Vuillaume », explique-t-il. Vuillaume (1844-1902) fut, pendant la Commune, le fougueux directeur du quotidien pamphlétaire *Le Père Duchêne*, dont la parution cessa le 22 mai 1871 avec l'entrée des soldats versaillais dans Paris. La sépulture de Vuillaume se trouve au cimetière Montparnasse, non loin du monument aux morts des Fédérés (2). Parallèlement à plusieurs publications (*Edouard Moreau, l'âme du Comité central* chez Denoël, *Henry Bauër fils naturel d'Alexandre Dumas* à l'Académie d'histoire), un important travail d'archives et d'enquêtes

Marcel Cerf devant le monument aux héros de la Commune, au cimetière du Montparnasse (photo : F.H.).



L'une des barricades de la place d'Enfer. L'immeuble à l'angle de l'actuelle avenue Denfert-Rochereau et du boulevard Arago existe toujours (photo extraite de « Sur les traces des communards » de Jean Braire)

conduit Marcel Cerf à écrire une *Histoire de la Commune dans le 14<sup>e</sup> arrondissement*, restée inédite à ce jour (*La Page* a publié un résumé de cette étude, il y a cinq ans, dans le n°9).

Les *Cahiers rouges* de Vuillaume lui fournissent la base du chapitre concernant la création spontanée du célèbre bataillon des typographes, juste après la proclamation de la République, le 4 septembre 1870, ainsi que celui sur l'échec de l'offensive du 3 avril 1871 sur Versailles, menée par les troupes des 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> arrondissements.

### LE « BELLEVILLE DE LA RIVE GAUCHE »

« On ne manquera pas de remarquer, parmi les personnalités ayant exercé une fonction de quelque importance dans l'arrondissement, sous la Commune, le grand nombre de peintres, décorateurs, sculpteurs et artisans se rattachant aux métiers d'art », note Marcel Cerf, qui évoque aussi *La Résistance*, journal démocratique et socialiste du 14<sup>e</sup>, fondé en 1870 par Henri Myard, secrétaire de la section de Montrouge de la 1<sup>re</sup> Internationale.

La Semaine sanglante tient évidemment une place de choix : elle verra le « Belleville de la rive gauche » se hérissier de barricades du 21 au 25 mai 1871 pour connaître son terrible épilogue avec « la chasse à l'homme » dans les Catacombes. Vice-président des Amis de la Commune

de Paris, Cerf poursuit aujourd'hui son œuvre d'historien en collaborant aux *Cahiers* de cette association fondée en 1882, après l'amnistie des proscrits de 1871, sous l'appellation de La Fraternelle (société de secours mutuel des anciens combattants de la Commune),

« C'est de ce temps-là que je garde au cœur une plaie ouverte », chantait Jean-Baptiste Clément. A quoi bon remuer tous ces espoirs brisés ? Pour le mousquetaire de la plume qu'est Marcel Cerf, le Temps des cerises est « l'histoire d'hommes et de femmes prêts à tous les sacrifices pour vivre libres et égaux ».

François Heintz

(1) Fondateur des *Cahiers Spartacus*, René Lefeuve (1902-1988) a édité, à partir de 1934, aussi bien des textes de base du socialisme que des écrits anarchistes. Il a notamment fait connaître en France l'œuvre de Rosa Luxemburg. A sa mort, conformément à ses désirs, ses cendres ont été dispersées au pied du mur des Fédérés, au cimetière du Père-Lachaise.

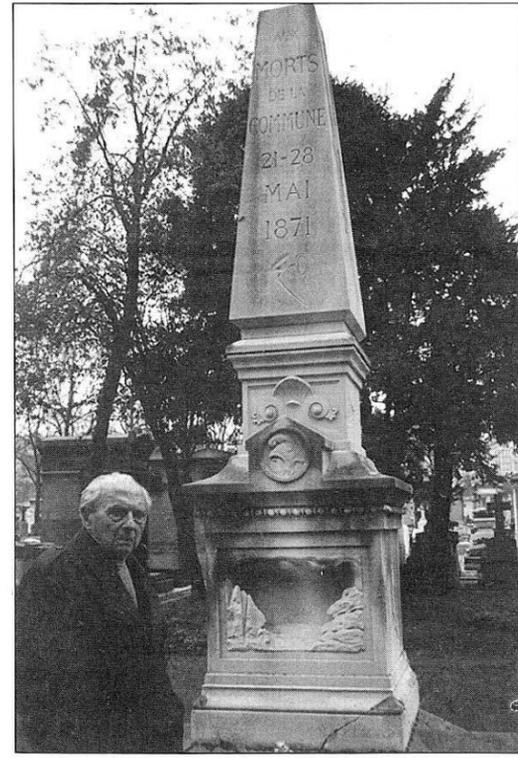
(2) L'enclos des Fédérés est un modeste monument (dans la partie est du cimetière du Montparnasse) planté dans un décor romantique de verdure, au-dessus d'une fosse où gisent plus de mille combattants de la Semaine sanglante de mai 1871.

### PETITE BIBLIOGRAPHIE

De la très abondante littérature suscitée par la Commune, beaucoup de livres sont épuisés. La plupart des ouvrages de Marcel Cerf sont cependant disponibles aux Amis de la Commune, 46, rue des Cinq-Diamants, 75013 (tél. : 01.45.81.60.54). On y trouve aussi *Sur les traces des Communards* de Jean Braire, guide de la Commune dans le Paris d'aujourd'hui, et le livre très documenté de René Rousseau, *Charbonneau, Martelet, les oubliés de l'histoire de la Commune* (le premier fut officier de la Garde nationale, le second, « maire » du 14<sup>e</sup>).

Concernant les quartiers avoisinant le 14<sup>e</sup> : *La Commune au Quartier latin* de Maurice Choury (Club des amis du livre progressiste) ; *Histoire de la Commune dans le 13<sup>e</sup> arrondissement* de Gérard Conte (éditions de La Butte aux Cailles), parfois en occasion à la librairie Le Dilettante, 11, rue Barrault, 75013.

Saluons enfin l'initiative de la section 14e du PCF qui, en mai dernier, a diffusé un journal de quatre pages reproduisant des extraits du livre de Jean Braire.



### IMAGINONS...

IMAGINONS l'avenue du Général-Leclerc, entre Denfert-Rochereau et Alésia, bordée d'une contre-allée réservée aux cyclistes.

Imaginons l'avenue Jean-Moulin aménagée de la même façon depuis la place Hélène-et-Victor-Basch jusqu'à la porte de Châtillon.

Imaginons un parcours piéton protégé par des rangées d'arbres, sur des trottoirs larges et propres.

Imaginons une circulation automobile dont la limitation de vitesse en ville (50 km/h) serait enfin respectée.

Imaginons un référendum local sur l'organisation des transports dans cette ville de Paris où l'on fait la part si belle à la voiture au détriment d'autres moyens comme le vélo, le tramway silencieux et propre, le bus électrique...

Pour que cela se réalise, il nous faut réagir et dire à nos élus que cela suffit. Alors, faites comme moi, écrivez-le et demandez-le au Maire de Paris (4, place de l'Hôtel-de-Ville) et au maire du 14e (2, place Ferdinand-Brunot). Sylvain Thibon

### Rendez-vous

## LA GAMBERGE

Y A-T-IL une place pour un débat public entre les « citoyens », loin de la passivité télévisuelle ? Notre association La Gamberge se propose d'organiser dans le 14<sup>e</sup> des rencontres sur des questions politiques, sociales et historiques, sans affiliation partisane. Un peu à la manière de l'association Les Violons de la Baleine blanche, qui s'y emploie avec sérieux et bonne humeur depuis des années dans le 13<sup>e</sup> arrondissement.

Ni colloques entre spécialistes, ni échange de positions style café du commerce, ces réunions seront trimestrielles. Notre propos n'est pas d'obtenir un consensus, mais de permettre à chacun d'intervenir, de donner son opinion et de la confronter à d'autres.

Premier thème abordé : La montée de l'extrême droite, une spécificité française ? Pour répondre à cette question, nous évoquerons la situation des pays voisins.

Colette Ysmal (chercheur en sciences politiques) et René Monzat (écrivain et membre de l'association Ras l'Front) feront chacun un court exposé pour introduire le débat. La rencontre aura lieu

**Jeu 30 janvier 1997 à 20h30  
salle Martin Luther King  
(32, rue Olivier-Noyer)**

Le sujet de la seconde réunion (au début du printemps) concernera le temps de travail : où en est-on de sa réduction, de son aménagement, de son éventuel partage.

L'initiative de cette association est venue de certains collaborateurs de *La Page*. La participation à nos activités est ouverte à tous. Vous pouvez être tenus au courant de notre programme en nous le demandant au 01.45.45.01.37 (répondeur). Enfin, la cotisation annuelle est fixée à 50 F par an pour financer les locations de salles et, éventuellement, la diffusion de comptes-rendus.

### LA MAIN A LA PAGE

Il y en a qui signent des articles, il y en a d'autres dont les noms n'apparaissent jamais. Pourtant, ils et elles participent aux discussions, tapent des articles, les relisent, font des photos, recherchent des publicités, diffusent le journal, le vendent sur les marchés, etc.

*La Page* n°32, c'est : Jacques Blot, Jacques Bosc, Juliette Bucquet, Pierre Bourdige, Pierrick Bourgault, Jutta Bruch, Odile C., Elisabeth Chantrieux, Laurence Croq, Françoise Degert, M. Dominguez, Jeanne Durocher-Samah, Guy Fargette, Marie-Françoise Fourmont, Béatrice Hammer, François Heintz, Agnès Hillion, Chantal Huret, Image et Adela, Edwige Jakob, John Kirby Abraham, Patrice Maire, Jean-Luc Metzger, Bruno Négroni, Florence Ruzé, Maurice Silvy, Omar Slifi, Sylvain Thibon, Charles-Antoine Verly...

### LIBERTE, EGALITE, SANTE ?

DERNIEREMENT, je cherchais un ophtalmologiste dans le quartier. Sachant que peu d'entre eux sont strictement conventionnés (ils relèvent alors du « secteur 1 » et ne peuvent demander plus que le tarif de la convention, c'est-à-dire 150 F), je téléphone avant de me déplacer. Un premier, un deuxième... ils sont tous en « dépassement autorisé » (secteur 2 de la convention) et demandent 280, 340 ou 500 F pour une consultation. Sur la vingtaine d'ophtalmos du coin, pas un seul en secteur 1 !

Quand on sait que la Sécurité sociale ne rembourse que 70% des 150F, bravo pour l'accès aux soins pour tous. Certains de ces médecins ont récemment fait grève pour une « médecine de qualité »... Oui, mais pour qui ? B.N.

### DE LA BOITE AUX LETTRES A LA BOITE A ORDURES

SI PAR HASARD les habitants du 14<sup>e</sup> ne savaient pas encore que les vrais « ripoux » sont le Front national et ceux qui y adhèrent, ils ont eu l'occasion de s'en rendre compte grâce à sa crapuleuse campagne dite « atteinte aux libertés ».

Présentée sous forme de convocation de police (reçue dans les boîtes aux lettres), avec numéro de fiche « Gestapo » et « KGB » réunis, il n'y a rien à ajouter à leur « pensée » nauséabonde en cinq points racistes. J.B.

### ETHIQUE SUR ETIQUETTE

LA FÉDÉRATION Artisans du monde et Agir ici lancent une campagne intitulée « Libère tes fringues ! ». Leur objectif : faire respecter les droits sociaux fondamentaux des personnes au travail (interdiction de l'esclavage et de l'exploitation des enfants, liberté syndicale, etc.).

Les deux associations se sont adressées aux dirigeants de La Redoute, Décathlon et André, qui ont manifesté de l'intérêt pour leur démarche. Elles leur demandent d'adopter un code de conduite basé sur ces droits fondamentaux et d'informer sur leurs étiquettes les consommateurs de leur engagement à respecter cette règle.

Pour obtenir le « kit campagne » (tracts, cartes et pétition), écrire à Fédération Artisans du monde, 4, rue Franklin, 93200 Saint-Denis. 5 F le kit, port compris (4 F à partir de 10 exemplaires). Ou passer dans des points de vente d'Artisans du monde. Les plus proches de notre quartier sont dans le 15<sup>e</sup> arrondissement : 31, rue Blomet (01.45.66.62.97) et 42, avenue Félix-Faure (01.45.57.82.44).

### EXPO : « TANGAGE »

NOTRE ami peintre Heiko Richter présente ses œuvres sur tôle dans l'aérogare d'Orly. L'exposition, intitulée « Tangage », est organisée par les Aéroports de Paris, dont le siège social est dans le 14<sup>e</sup>. Les supports de ses tableaux, comme ses thèmes, viennent de la rue... Sa parfaite maîtrise des formes, des techniques et des couleurs se conjugue à merveille avec sa recherche perpétuelle du symbolique. Vernissage, le samedi 28 décembre à partir de 18 h 30.

Galerie d'art d'Orly-Ouest, mezzanine, 2e étage (liaison directe par l'Orlybus 215, au départ de la station RER Denfert-Rochereau). Tous les jours, du 24 décembre 1996 au 26 janvier 1997.

### PAUL BERT FETE SES 100 ANS EN 1997

TÉMOIGNAGES et documents sont souhaités pour alimenter expositions et conférences. Anciens élèves de Paul Bert, à vos cahiers et à vos souvenirs ! Prendre contact avec Lycée Paul Bert, CDI, 7, rue Huyghens 75014 Paris, tél. : 01 43 20 32 64

## FETE DE LA PAGE

Comme les années passées, « La Page », en partenariat avec les parents d'élèves FCPE du collège Giacometti, organise au printemps prochain une fête de quartier. Stands d'associations, animations culturelles ou sportives, vide-grenier réservé aux enfants... tout est envisageable, il suffit de prévoir. Pour proposer vos idées (copains musiciens, activité à présenter, etc.), prenez contact avec Bruno, tél : 01.43.20.35.66.

## « LA PAGE » POUR TOUS

RECORD battu ! D'après nos estimations, le n°29 de La Page (mars 1996), paru au printemps dernier, s'est vendu à 1 380 exemplaires, soit 30% de mieux que le n°20 (printemps 1994), jusque-là en tête de notre petit palmarès. Si l'on tient compte des abonnements, notre diffusion payante a donc passé une nouvelle fois la barre des 1 500 exemplaires.

Cette bonne nouvelle devrait être confirmée par les chiffres (provisoires) du n°30 (juin 1996) qui, s'ils n'atteignent pas ces « sommets », nous garantissent déjà plus de 1 200 acheteurs. Quant au n°31 (septembre 1996), encore en vente à l'heure où nous écrivons ces lignes, il a rencontré un succès certain sur les marchés du quartier... à tel point que nous nous sommes vite trouvés en rupture de stock et avons dû interrompre nos ventes à la criée. Cet « incident » nous a d'ailleurs conduit à augmenter le tirage du journal, de 2 000 à 2 500 exemplaires, à compter de ce numéro.

Espérons que cette initiative sera justement récompensée et que nul ne pourra plus se plaindre d'avoir été privé de sa Page. Il nous arrive fréquemment, en effet, de rencontrer sur les marchés des lecteurs qui, bien que fidèles, n'ont pu se procurer tous les numéros les plus récents de leur journal de quartier. L'explication de ces rendez-vous manqués tient pour beaucoup à notre périodicité, quasi trimestrielle, et au peu de publicité faite autour de notre parution... Il ne nous est malheureusement pas possible de corriger cet état de fait de façon notable. Nous pouvons, en revanche, vous encourager à consulter régulièrement nos dépositaires, à qui nous devons près des deux tiers de nos ventes (voir liste ci-contre), ou, mieux, à vous abonner.

Vous êtes encore très peu nombreux à le faire : à peine plus de 10% d'entre vous. L'« investissement » est pourtant modeste (40 F, ou 100 F\* pour les plus généreux) ; il vous garantit de figurer parmi les premiers servis, il nous assure un « matelas » de lecteurs, indépendamment de notre ardeur à affronter les rigueurs de l'hiver pour vous présenter notre nouvelle production.

L'Equip'Page

(\*) Les lecteurs qui souscriront un abonnement de soutien se verront offrir un tee-shirt marqué La Page (deux tailles : adulte et enfant), à retirer à la boutique Magic Retour, 36, rue de la Sablière.

## ABONNEZ-VOUS A LA PAGE

Six numéros : 40 F (soutien : 100 F). Adressez ce bulletin et votre chèque à l'ordre de L'Equip'Page, BP53, 75661 Paris cedex 14.

Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....

## Contre le Sida

# DES ENFANTS ECRIVENT ET DESSINENT

Les libraires du Marque-Page continuent à fêter Noël à leur manière avec les enfants du quartier de la Porte-de-Vanves.

SOUVENEZ-VOUS ! Noël 1994 : Alain et Joëlle Houdinet, les libraires du Marque-Page, organisent un concours de dessin pour les enfants hospitalisés à Saint-Joseph. Noël 1995 : ils montent un spectacle de rap sur des fables de La Fontaine (voir La Page n°29). Pour Noël prochain, ils organisent un jeu-concours avec l'association Sol En Si qui propose, grâce à ses bénévoles, de nombreux services aux parents et aux enfants qui ont contracté le virus du Sida. Les enfants voisins de la librairie manifestent leur solidarité envers les enfants touchés par le Sida en fabriquant pour eux de petits livres. Chacun écrit une histoire et l'illustre sur des feuilles à dessin qui sont reliées sous la forme d'un livret de six pages. Une quarantaine de garçons et de filles de six à douze ans s'étaient déjà inscrits à la mi-novembre.

Alain et Joëlle Houdinet assurent l'encadrement des enfants, fournissent gracieusement les matières premières et les prix destinés à récompenser les meilleurs auteurs. Heureusement, Bruno et Elsa, Lolane et Anna, quatre jeunes du quartier qui les avaient déjà aidés pour l'organisa-

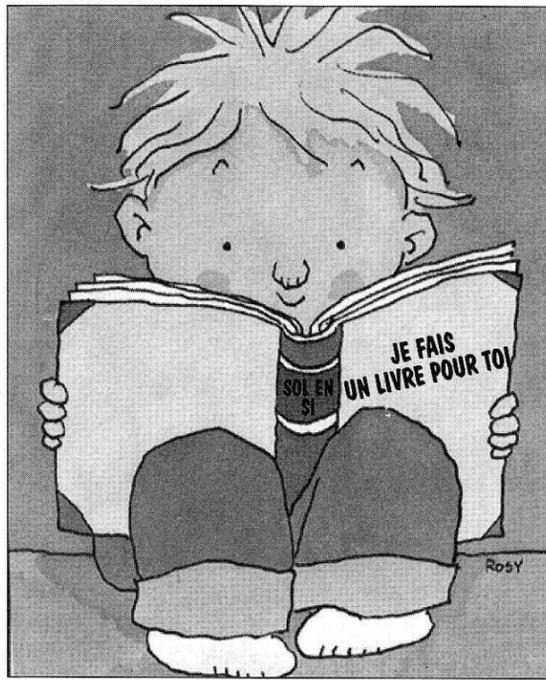
tion du spectacle « Rapfontaine » sont de nouveau là pour les seconder.

Des prix récompenseront les meilleurs ouvrages. Ils seront remis lors d'une petite fête qui sera organisée dans la librairie le samedi 14 décembre à 16 heures. Une responsable du lieu d'accueil de Sol En Si dans le 14<sup>e</sup> y présentera l'association.

Les plus grands peuvent aussi manifester leur soutien à Sol En Si en achetant le recueil de nouvelles Pour Sol En Si (collection Page Blanche, éditions Gallimard, 50 F) : Alain et Joëlle Houdinet reversent l'intégralité des bénéfices à l'association.

Librairie Le Marque-Page : 195 bis, rue Raymond-Losserand.

Association Sol En Si (Solidarité Enfants Sida), tél. : 01.43.49.63.63. En collaboration avec l'association « Charité mater-



D'après un dessin paru à la « une » de l'hebdomadaire La Vie, en novembre 1996.

Laurence Croq

nelle », elle gère un lieu d'accueil pour les familles et les enfants séropositifs ou atteints du Sida au 41, avenue René-Coty. Tél : 01 43 22 42 81 (voir La Page n°25)

## 39 BIS, AVENUE RENE-COTY

# Bébés à toute heure à la Maison enchantée

En février 1995, la Maison enchantée ouvrait ses portes, sur les lieux mêmes que les sans-logis de l'avenue René-Coty avaient occupé en 1993. Aujourd'hui, elle accueille 120 enfants.

On les appelle les « Zébulons », les « Bidibulles », les « Pitikos », les « Calinots ». Au nombre de 120, ils se partagent tous les jours les deux étages du 39 bis, avenue René-Coty. Ce ne sont pas les louveteaux du 14<sup>e</sup>, mais les petits pensionnaires de la Maison enchantée. Mme Abollivier-Raoult, sa présidente, par ailleurs ancienne adjointe au maire chargée de la petite enfance, a ouvert cette crèche en février 1995, avec la bénédiction de la municipalité Particularité de cette crèche privée : ses

horaires. Ouverte du lundi au vendredi de 5 h 30 à 22 heures et le samedi de 7 h 30 à 18 h 30, elle permet aux parents qui ont des métiers « à horaires décalés » de ne plus se mettre en peine de trouver une nourrice qui acceptera de garder leur chère tête blonde à... 6 heures du matin !

Employés de la RATP ou de l'Institut mutualiste de Montsouris forment le gros de la « clientèle ». Mais on y trouve aussi des pianistes, un couple de météorologistes ou d'employés du Palais des Sports, ou encore une coiffeuse et une employée de la Fnac qui travaillent le samedi.

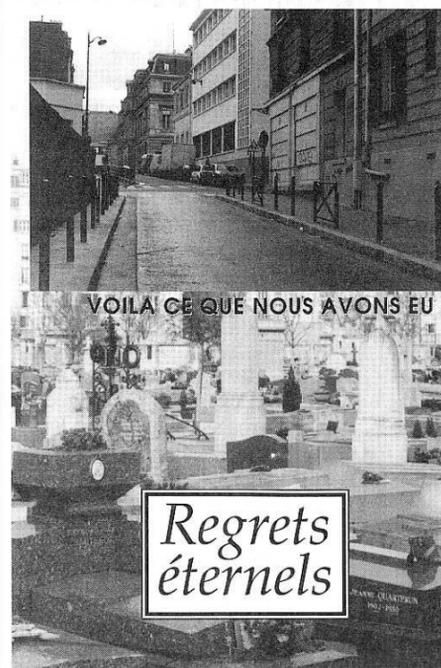
Si les activités de la Maison enchantée ne diffèrent pas fondamentalement de celles des autres crèches, les périodes de repos y alternent plus souvent avec les moments de jeux ou de repas. Et pour cause : lorsqu'un enfant arrive avant l'aube, il a encore quelques heures de sommeil devant lui, jusqu'à l'arrivée des autres enfants.

Pour gérer ces horaires en « 3 x 8 », trois équipes formées de 31 auxiliaires et de

3 éducatrices (en plus de l'équipe de direction) se relaient de 5 h 30 à 22 heures. Globalement, les deux étages de la crèche sont divisés par horaires — le premier recevant les enfants du matin et le second ceux du soir — et par âge, par le biais de « sections », chacune composée d'une dizaine d'enfants. Chaque enfant a une « référente », auxiliaire qui le suit de son arrivée à la crèche à son départ pour l'école maternelle.

Malgré ses presque deux ans d'existence, la Maison enchantée sent encore le neuf, avec son immense atrium, sa mosaïque en forme de cascade et ses « sections » décorées de couleurs vives. Elle est environ deux fois plus grande qu'une crèche « normale » (120 lits, contre 60 à 70 en crèche municipale), son prix de revient est pratiquement le double : chaque journée qu'un enfant passe à la Maison enchantée coûte à la crèche environ 450 F, financés par la Caisse d'allocations familiales et la Mairie de Paris. Mais les parents, eux, paient en fonction de leur revenu.

Florence Ruzé



VOILA CE QUE NOUS AVONS EU

## In memoriam PASSAGE TENAILLE



ET... QUE NOUS AURIONS PU AVOIR

Regrets éternels

Voir « La Page » n° 28 et 29

Photo montage : Jacques Bosc

## OU TROUVER LA PAGE

La Page est en vente à la criée sur les marchés du quatorzième arrondissement (Alésia, Daguerre, Edgar-Quinet, Villemain, Brune...) et dans les boutiques suivantes.

- **Librairie L'HERBE ROUGE :**  
1, rue d'Alésia
- **LIBRAIRIE ALPHONSE-DAUDET :**  
73, rue d'Alésia
- **LIBRAIRIE DES ECOLES :**  
179, rue d'Alésia
- **LIBRAIRIE PLAISANCE :**  
207, rue d'Alésia
- **BOUQUINERIE ALESIA :**  
17, rue Alphonse-Daudet
- **Librairie L'ARBRE A LETTRES :**  
14, rue Boulard
- **Librairie ALIAS :** 21, rue Boulard
- **Papeterie :** 1, rue Boyer-Barret
- **Librairie AU DOMAINE**
- DES DIEUX :** 33, rue Brézin
- **Kiosque GOUSSOT :**  
77, boulevard Brune
- **Cave NICOLAS :**  
193, boulevard Brune
- **LES COUSINS D'ALICE :**  
36, rue Daguerre
- **Librairie :** 46, rue Daguerre
- **Kiosque :** place Denfert-Rochereau
- **Kiosque :** 1-3, rue du Départ
- **Librairie LE GRIMOIRE :**  
27, rue Didot
- **Librairie LES CYCLADES :**  
53, rue Didot
- **Librairie ART-GUMENTAIRE :**  
75, rue Didot
- **Librairie PELATAN :** 97, rue Didot
- **Kiosque :** métro Edgar-Quinet
- **Kiosque :**  
71, avenue du Général-Leclerc
- **Librairie MAG PRESSE :**  
93, avenue du Général-Leclerc
- **Librairie LA PLUME**
- ET L'ENCRIER :** 6, rue Henri-Barboux
- **Librairie ENR :**  
12, avenue Jean-Moulin
- **Librairie PINGOT :**  
68, avenue Jean-Moulin
- **Kiosque :** 79, avenue du Maine
- **LES QUAT'ZARTS :**  
157, avenue du Maine
- **LA CAVE :** 197, avenue du Maine
- **Librairie LE RATON LAVEUR :**  
52, rue du Montparnasse
- **LIBRAIRIE DUVERNET :**  
21, rue Mouton-Duvernet
- **LIBRAIRIE DE L'OUEST :**  
80 bis, rue de l'Ouest
- **LIBRAIRIE DU PERE-CORENTIN :**  
57, rue du Père-Corentin
- **Kiosque :** métro Pernéty
- **Librairie POISSON :**  
3, place de la Porte-de-Vanves
- **Librairie :**  
48, rue Raymond-Losserand
- **LIBRAIRIE DES TROPIQUES :**  
63, rue Raymond-Losserand
- **Librairie VILLAIN :**  
159, rue Raymond-Losserand
- **Librairie LE MARQUE-PAGE :**  
195 bis, rue Raymond-Losserand
- **Librairie :** 2, avenue Reille
- **Librairie GILBERT PRIOLET :**  
16, avenue René-Coty
- **Librairie MONTsouris :**  
27 bis, avenue René-Coty
- **Librairie LA SABLIERE :**  
4, rue de la Sablière
- **Friperie MAGIC RETOUR :**  
36, rue de la Sablière
- **Librairie FOC :**  
49, boulevard Saint-Jacques
- **Epicerie :** 59, rue Sarrette
- **Librairie :** 7, rue Sophie-Germain
- **ALESIA BIOCOOP :**  
4 bis, rue Thibaud
- **Librairie AVIOTTE :**  
63, rue de la Tombe-Issoire
- **Librairie AU FIL DES PAGES :**  
91, rue de la Tombe-Issoire.